

la cause marxiste

PUBLICATION CENTRALE DU
GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE
MARXISTE-LENINISTE
(U. C. F. M. L.)

3

* SUR LES ELECTIONS	.....	p 2
* REFLEXIONS SUR LE MITTERRANDISME	.....	p 4
* SUR L'ANALYSE DE CONJONCTURE	.....	p 7
* L'U.C.F. : HISTOIRE ET POLITIQUE	.....	p 9
* PROGRAMMATIQUE ET FORMES DE CONSCIENCE	.....	p 12
* NOS CONCEPTS POLITIQUES AU SUJET DE LA COMPOSITION DU PEUPLE	.....	p 15
* GRECE: LES LUTTES D'USINES APRES LA CHUTE DE LA DICTATURE	.....	p 19
* LA POLOGNE A L'EPREUVE DE LA POLITIQUE (Entretien avec Paul Sandevince)	.....	p 23

SOMMAIRE

* SUR LES ELECTIONS	.....	p 2
* REFLEXIONS SUR LE MITTERRANDISME	.....	p 4
* SUR L'ANALYSE DE CONJONCTURE	.....	p 7
* L'U.C.F. : HISTOIRE ET POLITIQUE	.....	p 9
* PROGRAMMATIQUE ET FORMES DE CONSCIENCE	.....	p 12
* NOS CONCEPTS POLITIQUES AU SUJET DE LA COMPOSITION DU PEUPLE	.....	p 15
* GRECE: LES LUTTES D'USINES APRES LA CHUTE DE LA DICTATURE	.....	p 19
* LA POLOGNE A L'EPREUVE DE LA POLITIQUE (Entretien avec Paul Sandevince)	.....	p 23

**A L'EXCEPTION DE L'ARTICLE INTRODUCTIF,
CE NUMERO 3 DE «LA CAUSE MARXISTE», ECRIT
POUR L'ESSENTIEL AVANT JANVIER 1983,
PARAIT EN AVRIL 1983.**

**LE No 4 SORTIRA AVANT L'ETE, ET LE No 5
A L'AUTOMNE.**

**POUR TOUS CONTACTS, ECRIRE A L'ADRESSE SUIVANTE
(adresse provisoire, ne pas mentionner «la cause marxiste» sur
l' enveloppe):**

**EDITIONS POTEKINE
2 Bis rue Jules Breton
75 013 PARIS**

SUR LES ELECTIONS

- I -

Les propos racistes et anti-immigrés se sont multipliés et amplifiés tout au long de la campagne électorale; le P.S. et le P.C. se sont délibérément lancés dans une politique chauvine, anti-étrangère. Ils ont trouvé là leur discours de crise, non seulement de la crise actuelle, mais aussi de celle de leur électorat.

Il faut relever la faiblesse de la protestation ou de l'indignation contre ces propos; il y a une cohorte de gens pour lâchement constater, que la situation est difficile, qu'il y a un problème immigré ... quel problème ?

OUVRIERS ET IMMIGRES.

Les immigrés ont été introduits par Mauroy comme question de conjoncture à travers sa déclaration sur les ouvriers O.S. des usines automobiles. Dérouté par la grève des O.S., sans politique à leur endroit, sa faiblesse à maîtriser les usines mise à nu, dérouter par la duplicité de la C.G.T., Mauroy attaque les O.S. immigrés non sur leurs grèves mais sur leur religion. Il invente la catégorie de la grève confessionnelle: celle d'Aulnay était chiite.

L'ancien instituteur de l'école laïque, après avoir rallumé la guerre contre l'enseignement privé et les écoles libres catholiques, lance l'anathème contre les ouvriers chiites: dis-moi quelle est ta religion et je te dirai si tu es un bon ouvrier.

Mais les interlocuteurs ne sont pas les mêmes; d'un côté une fraction importante de la bourgeoisie provinciale et l'appareil de l'Eglise, de l'autre les ouvriers immigrés et leurs familles. D'un côté une vieille querelle entre deux familles de la bourgeoisie, de l'autre une attaque en règle contre la classe ouvrière, désignée par l'une de ses compo-

santes, les O.S. immigrés.

POURQUOI CETTE ATTAQUE CONTRE LES O.S. ?

Parceque l'augmentation des cadences, la hausse de la productivité, le travail en équipes, et toutes les mesures visant à augmenter le taux de profit, touchent d'abord les O.S. parceque pour une large part, ce sont eux qui assurent la production.

Tenir les usines signifie, dans beaucoup d'endroits et en particulier dans la métallurgie automobile, tenir les O.S. Que les O.S. se révoltent, ou simplement négocient en salaire le surcroît de productivité qui leur est imposé, et voilà le gouvernement Mitterrand rendu au réflexe anti-ouvrier, anti-gréviste. Et puisque les O.S. en grève ne peuvent pas être de bons ouvriers, Mauroy en trouvent l'explication en ce qu'ils sont immigrés, «étrangers aux réalités politiques et sociales de la France». Ce sont des chiites.

Le P.S. et le P.C. ont présenté la présence des ouvriers immigrés et de leurs familles comme la raison de leur relatif échec électoral.

Temps de crise, temps de trouble; la France ouvrière et populaire est, dans les villes, multinationale. Le P.S., là-dessus en accord profond avec le P.C., a entamé une honteuse campagne chauvine et raciste.

Aux premières vraies difficultés, cesse le discours des bons sentiments, offrant à la pleine lumière des politiciens bourgeois, peureux et haineux, faisant politique de leur chauvinisme et de leur racisme. Le discours de bons sentiments et de bonne volonté générale se disloque et monte tout de suite aux extrêmes réactionnaires. Mais les usines et les cités leur posent un problème particulier: à la différence de l'Algérie de 1956, on ne peut y envoyer le contingent.



ALGERIE,
1956.



- II -

Il faut réfléchir sur le parlementarisme et ses formes de conscience. Pourquoi tant de gens vont-ils voter ? Y compris cette petite couche de personnes honorables qui existent dans les usines, les cités ou les écoles ou à la campagne et qui cependant se rendent dans l'isolement. Pourquoi cette situation de fait...

Seuls les révolutionnaires critiquent le parlementarisme et quelques rares esprits indépendants s'en tiennent à l'écart.

Pourquoi existe-t-il si peu d'abstentionnistes par conviction politique - et non pas par indifférence ? Dans certaines villes, une partie des électeurs P.C./P.S. n'ont pas été voter au premier tour. Leur présence au second a permis la victoire de la majorité. L'affrontement majorité/opposition, eux disent entre la gauche et la droite, est finalement un enjeu significatif dont, après une hésitation d'un tour, ils se mêlent. C'est que contrairement aux apparences, le vote ne consiste exclusivement pas en un choix politique ou municipal, pas plus qu'il n'est une illusion sur la nature des moyens et des enjeux. Moins qu'une expression politique le parlementarisme est un mode de socialisation de l'Etat et du pouvoir qui prend la forme d'une consultation générale de la population jugée compétente (il faut avoir 18 ans, être français, les femmes n'ont le droit de vote que depuis 1945).

C'est à la fois un mode d'exercice et un mode de légitimation.

PARLEMENTARISME ET AVANT-GARDE

C'est pourquoi il est si difficile de s'en tenir à l'écart ? Dans notre vision des choses, parlementarisme et avant-garde sont absolument contraires, exclusifs.

Le parlementarisme est une forme de l'Etat moderne, de l'Etat impérialiste. Il en est la médiation. Réfléchir le rapport des uns et des autres à l'Etat, c'est principalement analyser leurs comportements à l'égard du parlementarisme, et donc des élections.

Le vote est un phénomène complexe, qui consiste apparemment à choisir des candidats et des partis, mais qui ne peut se réduire à cette seule description.

Il y a accord général, phénomène de conscience majoritaire, consensus que le parlementarisme présente une forme de socialisation du pouvoir dont il est illégitime de s'exclure,

pas à proprement parler pour des raisons politiques mais pour des motifs relevant de la philosophie ou de la morale sociale.

Le parlementarisme se donne et fonctionne comme phénomène majoritaire, manifestant l'unité et l'accord des différentes composantes sociales sur le fait que le futur, à quelques nuances près qui s'incarnent dans les différents partis politiques, ne peut être qu'homogène au présent.

L'essence subjective de phénomène majoritaire est de subordonner l'avenir à la répétition du présent, de penser en terme de continuité et jamais en celui de rupture.

La conscience parlementaire est la volonté d'enserrer le devenir social et politique dans l'espoir d'en maîtriser les mécanismes et d'en contrôler le développement. Elle correspond à ce comment la conscience sociale moyenne du temps de l'impérialisme ne voudrait que l'ordre des choses et de l'histoire soit. D'où dans l'histoire française la volonté de légitimation parlementaire des coups de force et des coups d'Etat, pour Pétain en 1940 et pour de Gaulle en 1958.

D'une certaine façon, dans la conscience parlementariste, le choix politique pour tel ou tel parti est postérieur aux choix social et idéologique sur une certaine vision de la société et de l'histoire. Dans le parlementarisme, la politique et la politisation sont en vérité secondes et postérieures par rapport à la socialisation majoritaire du pouvoir et de l'Etat et leur sont complètement subordonnées. De là que le réel des usines, des cités, du tiers-monde dominé, n'est jamais dit dans le pays parlementaire parcequ'il est inconciliable avec la socialisation.

Etre d'avant-garde rompt radicalement d'avec ce consensus. Pour nous, la politisation est un processus autonome, sans préalable. C'est cela qui nous permet de l'enraciner dans l'intériorité des usines et des cités et du peuple des campagnes et à partir de là de dire le parlementarisme pour ce qu'il est.

Nous, l'avant-garde, nous savons et tentons de pratiquer que le devenir n'est pas dans la répétition, mais dans la transformation, n'est pas dans le même mais dans le nouveau et que l'hypothèse de la vision prolétaire de la politique peut émerger comme la référence du devenir des choses contre la vision défaite et rentière de la répétition du même ordre qui ne conduit qu'aux crises et aux effondrements et jamais à leurs issues.

REFLEXIONS SUR LE MITTERRANDISME

- 1 -

En s'attaquant à la question de l'école en France, à la grande corporation de l'Éducation Nationale, ainsi qu'à d'autres telles que les P.T.T., Mitterrand et le P.S. révèlent une volonté réformiste plus ample que ne le laissait penser le train des réformes administratives et institutionnelles promulguées depuis le 10 Mai.

A voir le style et le contenu de ces réformes (productivité...), il semble que le mitterrandisme veuille s'inscrire dans la prolongation de l'œuvre gaulliste de modernisation des structures vieillottes de la société française.

On sait que cette nécessité de détruire les structures singulières de la France jugées responsables du retard croissant par rapport aux autres puissances impérialistes, hante la bourgeoisie française depuis, au moins, la dernière guerre.

De Gaulle, instituant la Vème République, avait entrepris avec vigueur cette destruction de larges secteurs de la vieille France. Il l'avait fait sous couvert de son charisme national. Mai 68 avait brisé ce premier cycle de transformations - ainsi que le pouvoir idéologique du charisme gaullien.

Que Mitterrand entreprenne - en temps de crise - des réformes que De Gaulle n'avait pas menées à bien, il y a là un fait à considérer avec attention.

- 2 -

Les employés de l'Éducation Nationale - comme ceux des P.T.T. -, c'est connu, sont la «base de masse» des partis de gauche. On aurait pu imaginer que les réformes entreprises aient un semblant de dimension «d'appel aux masses». Il n'en est rien. Le gouvernement agit là directement contre sa «base».

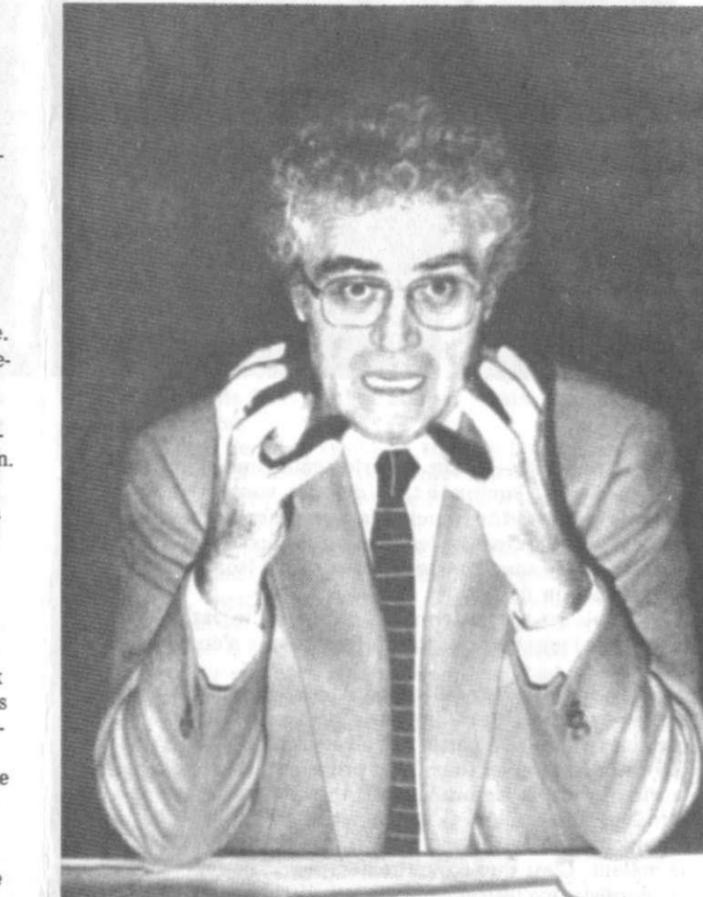
Les employés de ces corporations font l'expérience de la réalité du «système Mitterrand», c'est-à-dire de l'alliance sous l'égide de l'État de la hiérarchie administrative (souvent d'ancienne bourgeoisie) avec les syndicats (où, politiquement, la nouvelle bourgeoisie P.C.F. domine). Pour eux qui, plus que personne, furent nourri dans ces dernières années du vieil imaginaire social français (la lutte contre la direction), cette expérience est aussi celle de la mise hors d'usage du dit imaginaire.

De là une hypothèse: ce serait en vertu de sa capacité à tuer les représentations politico-sociales invétérées des français (le mouvement, la lutte, 36... disons, pour faire bref, le «social») que Mitterrand serait à même de sortir la politique bourgeoise de l'impasse où Giscard l'avait menée - et de reprendre le fil de la «nécessaire» modernisation entamée par De Gaulle.

- 3 -

On se souvient que l'idéologie d'auto-suffisance de l'État sur laquelle fonctionnait Giscard et Barre n'avait au fond manifesté que leur impuissance politique. Deux inquiétants symptômes leur étaient de partout imputés à charge:

* la mise en crise du peuple: l'accroissement accéléré des tensions civiles bien au-delà de ce que les causes objectives impliquaient d'elles-mêmes - tensions relevant donc principalement de l'angoisse subjective.



* la mise en branle, par le P.C.F., de sa propre idéologie de crise: l'économie n'est pas en crise, c'est la société qui l'est, il faut l'épurer. Événement que l'on peut considérer comme la première manifestation ouverte, de masse, des intentions stratégiques de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

Deux «idéologies de crise» donc, c'est-à-dire en un sens deux idéologies qui cherchaient, par la brutalité, à arracher les français à quelques unes de leurs représentations politiques les plus invétérées - la mise en crise du peuple, comme nous l'avons appelée consistait peut-être principalement en cela.

Remontant plus loin, on se rappelle aussi que Mai 68 - ou l'immédiat après-Mai - brassait deux choses (voir la cause marxiste No 1): l'émergence en France, dans les consciences, de profondes nouveautés, écho ici des grands bouleversements mondiaux (en particulier la Révolution Culturelle chinoise), et d'autre part le retour, en force apparente, du vieil imaginaire de terroir - dont l'écologie de droite, le retour à la campagne et le pétainisme giscardien ont été des manifestations.

- 4 -

L'issue politique à Mai 68 fut apportée, pour la bourgeoisie, non pas par De Gaulle - cassé - mais par le P.C.F., dont l'opération consista d'une certaine manière à noyer sous la nappe «sociale» les nouveautés de 68: via le programme commun, le P.C.F. suscita le P.S. actuel.

Ce «social» salvateur mais archaïque et casseur de productivité, il fallait bien, néanmoins, s'en débarrasser un jour - la crise ne faisant qu'aggraver l'urgence de cette nécessité. Là se situerait, dans cet ordre d'idées, l'échec spécifique de la droite après De Gaulle: de n'avoir d'autre corde à son arc, pour franchir ce cap, que de faire voir crûment l'irréalité du dit «social», choquant le consensus national et plongeant les consciences dans une agitation génératrices de troubles - aventurisme ouvrant le champ à l'aventurisme symétrique de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

- 4 -

Mitterrand vint et dit: Vous vous trompez de période. Vous vous trompez sur les français. Le «social», c'est le consensus. Il ne faut pas l'éradiquer. Il faut au contraire l'embaumer. Il faut en annoncer l'apothéose: l'«État-social».

L'idée forte là-dedans (quant au but recherché, qui est restreint) n'est pas la vieille théorie de gauche de la relance: le social comme moteur de l'économie. Cette théorie le gouvernement l'a enterrée officiellement au bout d'un an. C'est au contraire d'être passé du social économique (redistribution des miettes) au social dans son essence: l'État de la concertation universelle - de retrouvailles de toutes les classes. On constate que l'emblème social est encore assez sacré pour que puisse s'opérer, dans une relative hébétude du pays, toutes sortes de déplacements et de redéfinition des rôles.

Ceux qui voyaient le «social» par un de ses envers réels - les ouvriers immigrés - échappent bien entendu à l'hypnose mitterrandiste. Il est instructif de noter, dans les reproches hargneux de Mauroy aux grévistes de l'automobile, le paternalisme agressif de type purement colonial: démonstration de ce qu'est, justement, l'envers réel du social.

- 5 -

De toute part, on attendait donc Mitterrand sur deux questions: sur sa capacité à éviter la «mise en crise» excessive du peuple, et sur sa capacité à «réformer» le P.C.F.

Voyons le premier point: le «système Mitterrand», suivant les réflexions qui précèdent, se propose en quelque sorte de geler les consciences tout en échauffant les transformations de la société. Ce gel a été jusqu'à présent globalement efficace.

Mais cela prive apparemment à tout jamais le mitterrandisme d'un réel appui de masse. Revenons aux maîtres d'école, aux postiers: toute cette concertation ne mobilise personne - pas plus que ne l'avait fait, dans son secteur, l'énorme mise en scène montée par Chevènement à propos de la Recherche scientifique. En fait, ces opérations reposent sur l'accord des différentes fractions de la bourgeoisie pour les mener. Quant à la masse des gens concernés, leur consensus n'est fait que d'une mauvaise conscience particulière. C'est la forme que prend cette vérité générale, que le mitterrandisme n'a aucune autonomie politique à long terme.

Cela n'est encore qu'un aspect - qui touche les couches les plus proches de l'État - de la fragilité essentielle de l'entreprise mitterrandienne. Qu'en est-il plus loin de l'État, par exemple dans les banlieues ouvrières ?

Deux symptômes-points de butée:

- l'accroissement du phénomène de peur, c'est-à-dire de ce phénomène qui était au centre de la crise du peuple. Certes, le consensus inter-bourgeoisies prive les «légitime-défenses» des amplificateurs qu'ils avaient il y a quelques années. Tout est plus calme, si on mesure le calme aux affaires graves qui apparaissent sur la scène publique. Mais il n'empêche que les fusils continuent de s'accumuler et que dans les idées la peur est devenue universelle. Si on admet que cette peur est une peur du vide, on doit conclure que l'État-social n'a pas la vertu de remplir ce vide.

- l'appauvrissement des ouvriers. Si vous ne pouvez plus



L'usage raciste des graffitis fascistes par le P.C.F.

- 5 -



Strasbourg, 1980 - A la fin du giscardisme, expulsion d'un foyer Sonacotra.

payer votre loyer, le directeur local des HLM vous recevra certes, et il vous expliquera comment il compte échelonner dans le temps les moyens par lesquels il vous extorquera des loyers de plus en plus sauvages. Mais l'argent, vous n'en avez plus. La politique économique du gouvernement a provoqué une baisse accentuée des salaires ouvriers, et il se révèle une fois de plus, que même dans la France impé-

rialiste, les moins payés des ouvriers ne touchent que le minimum vital, conformément à ce qu'expliquait Marx.

On ne voit pas comment le gouvernement P.S. pourrait accroître la prise qu'il a sur ces phénomènes fondamentaux. Lisez, dans «Libération» par exemple, les articles angoissés des analystes gouvernementaux sur ce qu'ils nomment la «nouvelle pauvreté».

ABONNEZ-VOUS

L'abonnement est servi sous pli fermé. Il comprend 4 numéros.

Abonnement normal 60 F

Abonnement de soutien: 100 f et plus

NOM PRÉNOM:

ADRESSE
.....

(ne pas omettre le code postal)

Règlement: par Chèques postal ou bancaire à l'ordre de: ÉDITIONS POTEKINE
Bulletin à renvoyer exclusivement à l'adresse suivante (sans autres mentions):

ÉDITIONS POTEKINE
2 Bis rue Jules BRETON
75 013 PARIS

Le P.C.F.: l'autre danger du «social» comme idéologie dans la tradition politique française - outre son archaïsme - est que s'y est profondément nichée une autre chose, la nouvelle bourgeoisie bureaucratique pro-russe. Le P.C.F. est réellement (ou du moins il le fut) le parti du «social» et le parti de cette classe naissante.

Il y a dans le mitterrandisme quelque chose comme le projet de dissocier ces deux termes: garder le P.C.F. comme parti social, le cliver de son noyau nouveau bourgeois - dans le vocabulaire mitterrandien, cela s'appelle «démarxiser le P.C.F., revenir sur la scission de Tours».

Tout autre chose se passe, semble-t-il. Le P.C.F. reçoit des coups, il perd de sa force matérielle - ce qui n'était pas vraiment le propos de Mitterrand, si on en croit ce qui précède -, mais ce rétrécissement prend la forme d'un resserrement sur le noyau nouveau bourgeois et non d'un clivage. De plus, on ne sait pas si, engagé à fond dans la machinerie des réformes étatiques, le P.C.F. ne gagne pas plus qu'il ne perd électoralement.

En résumé, le mitterrandisme serait une grande mise en scène étatique, destinée à permettre à la bourgeoisie française de reprendre les choses où De Gaulle les avait laissées, dans les conditions très contraignantes de la crise économique mondiale. Elle comporte une indéniable habi-

(PUBLICITE)

Lisez «LE PERROQUET» Quinzomadaire d'opinion:

- LE JOURNAL D'UNE OPINION QUI N'EXISTE PAS
- LE JOURNAL D'AUCUN PUBLIC, MAIS DE TOUS LES LECTEURS
- LE JOURNAL QUI NE VOUS ENGAGE A RIEN D'AUTRE QU'À LE LIRE

Spécimen gratuit sur demande.

On peut s'abonner (sous pli ouvert: 120 F, sous pli fermé: 180 F - étranger: 180 F pli fermé vitesse normale, 220 F vitesse plus rapide).

LE PERROQUET BP 84
75 462 PARIS Cedex 10

SUR L'ANALYSE DE CONJONCTURE

Une analyse de conjoncture exige une stratégie politique, c'est-à-dire des hypothèses anticipatrices sur le devenir historique, ses échéances et leur principe de sens. Une stratégie politique s'appuie à la fois sur le principe de réalité: le devenir de la situation actuelle, et sur celui de volon-

té à tirer parti des facteurs idéologiques anciens et récents de l'histoire nationale. Mitterrand maîtrise bien son rôle, comme disent ses adulateurs (tièdes). Il a bien opéré, en particulier, la réintégration au service de l'Etat de couches de petits-bourgeois que le giscardisme tenait arbitrairement à l'écart: jeunes technocrates appelés à de hautes responsabilités, repentis de Mai 68 en tous genres, etc...

Mais le réel de la société échappe à travers les mailles de ce grand ratissage étatique.

A vrai dire, c'est depuis bien avant Mitterrand que la scène politique en France, telle que montée par la bourgeoisie, semble flotter dans une profonde irréalité, comme si les choses importantes du monde n'avaient pas cours ici. On dirait que Mitterrand pousse cela à fond, comme dans une dernière tentative avant que ne se produise une véritable trouée du réel politique de notre époque.

Les immigrés disent: «on n'a plus tellement de problèmes avec l'Etat, mais maintenant ça se passe ailleurs - par exemple directement avec les chefs à l'usine -. Au total, c'est pire qu'avant».

C'est dans cet «ailleurs»-là que se construit notre politique. Cependant, il n'est sûrement pas dans l'intérêt du peuple de France que la bourgeoisie nationale soit, à ce point, à bout de souffle politique. Ouvrir les yeux des gens là-dessus, en particulier dans les couches les plus aveugles (la petite bourgeoisie urbaine), est certainement une de nos tâches.

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'U.C.F.M.L. ET DU GROUPE INFORMATION POLOGNE:

«POLOGNE-POLOGNE - chronologie, ouvriers polonais, la question nationale, l'économie, église».

'Une nouvelle situation se dessine en Pologne, marquée par les prises de position de la direction clandestine de Solidarité et le bilan du mot d'ordre de grève du 10 Novembre 1982, par la libération de Walesa, par les nouvelles stratégies du pouvoir et de l'église.

Nous sommes dans la conviction que la Pologne continue à être aujourd'hui - même si la forme mouvement n'est plus actuellement dominante - une situation de référence (...). Les textes qui suivent ne portent pas sur les débats actuels, en particulier ceux qui animent Solidarité clandestine. Ils apportent des dates, des faits, des repères, indispensables à nos yeux pour les suivre et les comprendre"

- Prix: 10 Francs (à commander à notre adresse).

té, de conviction: substituer une logique démocratique révolutionnaire à la logique réactionnaire impérialiste.

Définir une stratégie politique ne se suffit pas de la seule analyse historique et de la prévision d'événements.

T.S.V.P. .../...

Des gens d'horizon et de conviction variés peuvent avoir des analyses communes du devenir des choses; ils en tireront cependant des conclusions pratiques singulières, révélatrices de leurs choix politiques différents.

Où en sommes-nous à l'U.C.F. ?

Nous avons défini des formes de conscience de la politique révolutionnaire aujourd'hui et leur structuration dans un processus de parti de type nouveau. Nous avons travaillé dans l'hypothèse de l'émergence de la politique prolétaire, d'un point de vue prolétaire sur la politique et nous en avons, pas à pas, précisé les formes d'organisation (Noyaux communistes ouvriers, Comités Populaires, U.C.F.). Nous avons consacré toutes les années depuis notre fondation en 1970 à établir, clarifier, éprouver ces éléments de conscience révolutionnaires, à les mettre à l'épreuve et à mettre à jour en même temps qu'eux nos référents. La durée de cette séquence témoigne de sa difficulté.

Aujourd'hui, nous avons une ligne sur la conscience de classe et le Parti; ce dispositif général est exposé dans les numéros 1 et 2 de «la cause marxiste». Nous sommes, pensons-nous, contemporains de notre histoire d'un point de vue idéologique et organisationnel. Nos bases en matière de conscience révolutionnaire sont solides et nous possédons, et c'est essentiel, un schéma organisationnel de type Parti.

Nous sommes donc en mesure - et c'est maintenant une nécessité - de nous affronter à l'histoire politique, d'en formuler notre vision. Il faut élaborer une stratégie, prendre position sur la question du pouvoir d'Etat, de ses voies et de leur sens.

La logique de notre histoire indique une volonté d'établir le principe de conscience, l'identité subjective révolutionnaire avant de s'affronter à la question de la stratégie, de l'histoire, du pouvoir.

L'essence de la question de la conscience repose sur le travail de masse, sur la liaison de masse, au sens où Mao en parle avec en fin de compte la question du Parti comme enjeu. C'est de cela dont l'U.C.F. est aujourd'hui la réalité, d'un principe de conscience au sens révolutionnaire du terme; un principe de conscience est aussi un principe de pratique, d'actes, de comportements, de témoignages et un principe d'organisation. Force est de constater qu'à notre stade actuel, la forme de conscience de l'existence révolutionnaire ne formule pas de stratégie sur le pouvoir d'Etat et la révolution. Il ne fait éventuellement qu'en formuler certains principes. Ceci illustre à notre avis que la conscience révolutionnaire ne trouve dans la question du pouvoir d'Etat ni sa seule source, ni sa seule inspiration. De plus, s'interroger sans bases idéologiques, subjectives et organisationnelles solides sur les questions de conjoncture et de stratégie a de terribles conséquences. Donnons-en trois exemples.

La Gauche Prolétarienne, au début des années 1970, a pensé être en mesure de définir une stratégie dans une vision à la fois massiste et insurrectionnaliste. L'échec de cette stratégie la conduira à l'auto-dissolution, donc au renoncement sur l'hypothèse révolutionnaire.

L'action armée, est basée sur une vision complètement inverse de la nôtre: la conscience politique ne précède pas la définition d'une stratégie, tout au contraire, c'est la stratégie, en l'occurrence l'action armée, qui est censée déclencher les phénomènes de conscience.

Troisièmement, c'est ce qui est arrivé à une fraction importante des gens du mouvement de Mai 68. A défaut d'avoir une conscience révolutionnaire, la question d'une stratégie alternative devenait en soi un objectif, même si le caractère alternatif était un leurre; c'est ainsi que Mitterrand devint président.

Nous avons élaboré l'U.C.F., support du dispositif de la conscience révolutionnaire, à partir de trois grandes références:

- le maoïsme et la Révolution Culturelle dans la volonté de partir des masses et de s'y lier de façon prolongée et rigoureuse.

- le léninisme, redécouvert par nous, à travers la rupture

d'avec le marxisme-léninisme.

- le marxisme et l'importance capitale de la conscience politique ouvrière, ce qui nous a conduit à affirmer le caractère déterminant de l'usine comme lieu politique.

C'est cet ensemble et son contenu que nous désignons par «post-léninisme». Pourquoi parler de post-léninisme et non de post-maoïsme, pourquoi privilégier Lénine ?

Si Marx inaugure le marxisme, c'est-à-dire l'hypothèse de la capacité prolétaire à la politique, c'est Lénine qui établit la forme déployée de la politique marxiste. Il le fait au travers de trois éléments: la conscience révolutionnaire, la connaissance du corps social, c'est-à-dire l'analyse de classe, enfin une stratégie sur le pouvoir d'Etat et la révolution. La différence essentielle de Lénine à Marx, c'est l'existence du Parti révolutionnaire et qui seul permet le développement et l'articulation des trois éléments que nous avons donnés.

Dans le léninisme, l'autonomie de la question de la conscience par rapport à celle du pouvoir d'Etat est faible, parce que la conscience est souvent assignée au point de vue de classe sur le pouvoir d'Etat et sur la stratégie. Ce n'est pas une position de principe chez Lénine, mais une situation de fait, d'où, à notre sens, une surestimation du politico-étatique, dans les phénomènes de conscience.

Le post-léninisme propose de marquer nettement la distinction entre les formes de conscience et les questions de stratégie. La source des formes de conscience relève des processus de pensée et de pratique des ouvriers et du peuple. Leur champ est beaucoup plus vaste que celui des phénomènes politico-étatique auxquels s'affronte l'analyse stratégique.

Mais aujourd'hui à l'U.C.F., nous devons affronter la question de l'histoire et de la stratégie; l'historicité politique révolutionnaire ne peut se limiter, à condition d'en avoir les bases, à la simple historicité subjective (la conscience révolutionnaire); elle doit aussi s'éprouver dans la question du pouvoir d'Etat et de la révolution.

Qu'en est-il du Parti de type nouveau dans le dispositif ? Nous pensons essentiel de ne pas confondre la question des formes de conscience révolutionnaires avec les questions de la stratégie et du pouvoir d'Etat. Il y a articulation, mais différenciation radicale entre les formes de conscience et la question du pouvoir. Ce qui est en jeu dans les formes de conscience, c'est un travail des masses sur elles-mêmes où la question du pouvoir peut être un point de départ ou un point d'arrivée, mais ne peut pas être considérée comme l'essence du processus.

La capacité à la politique prolétaire doit aussi s'éprouver à l'histoire et à la stratégie.

Lénine disait dans «Que faire ?», que la conscience révolutionnaire devait être importée de l'extérieur dans la classe ouvrière. Nous ne formulons plus les choses ainsi. La question des formes de conscience est interne à la classe ouvrière, la politique de Parti que nous avons eue se développait de l'intérieur des processus et des formes de conscience, proposant des ruptures et des transformations. En revanche, nous sommes convaincus que certains éléments de l'analyse stratégique doivent venir de l'extérieur, c'est-à-dire du Parti, c'est-à-dire qu'ils relèvent d'un autre processus que celui de la conscience ouvrière révolutionnaire. En même temps, ils sont la mise à l'épreuve de cette dernière.

Dans l'article page 23, nous analysons comment Solidarité n'a sans doute pas une stratégie sur la question nationale polonaise parce qu'avoir une stratégie sur cette question est hétérogène aux formes de conscience spontanées du mouvement ouvrier et populaire, quel qu'en soit le caractère de classe, la base ouvrière, l'ampleur et la détermination.

Dans les prochains numéros de «la cause marxiste», nous aborderons des questions d'analyse historique, faisant chaque fois le point sur leur état actuel et sur comment nous sommes en mesure ou pas encore d'y dessiner des perspectives stratégiques, ou de recueillir des indications à leur sujet.

L'U.C.F. HISTOIRE ET POLITIQUE



1972: Lutte contre les expulsions de logements dans un quartier du centre de Paris.

- 1 - QUESTIONS DE METHODE

De 1970 - date de sa fondation - à 1982, l'U.C.F. a certes connu des crises politiques et des départs. Elle n'a pas connu de scission. Entre Février et Juillet de l'année 1982, il y a eu scission, dans la mesure où un groupe s'est séparé de nous sous le nom de «Rupture communiste». Le nouveau groupe en question est sans avenir, il ne nous intéresse pas en lui-même. La scission en revanche nous intéresse, car toute scission est un moment dialectique de la vérité - contrairement à l'abandon, qui n'enseigne rien.

Une scission véritable met en jeu le caractère de classe de la vérité. L'impossibilité de poursuivre le processus de résolution des divergences indique qu'il y a désaccord, y compris sur la méthode, sur le processus de la vérité. La crise de février-mars 1982 a en particulier porté sur la méthode du bilan d'expérience. Ce que nous appelons des bilans (par exemple les thèses développées dans «la cause marxiste» sur le travail d'usine ou les C.P.A.Cs) n'avait pour les scissionnistes aucun intérêt. Il est donc clair que la divergence atteint jusqu'à l'idée même que l'on se fait de la politique et de sa vérité.

Toutefois, la portée d'ensemble d'une scission n'apparaît pas toujours dans ses épisodes tactiques. La scission ne distingue pas immédiatement deux lignes dans des formes constituées. Elle est d'abord pratique, elle se donne sur des points particuliers. Dans le cas qui nous occupe, il y a eu deux butées pratiques: d'une part la question de la fusion des C.P.A.Cs et des P.A.E., d'autre part celle de la légitimité politique du Secrétariat - direction en acte de l'U.C.F.

Aucun de ces deux points n'est lisible de façon claire en ce qui concerne la vérité de classe des choses. Ce qui confirme que la vérité d'une scission est toujours en partie rétroactive. Nous sommes encore aujourd'hui dans l'explicitation du sens de la scission. Non qu'elle soit en elle-même un objet central de notre pensée, mais parce que notre redéploiement politique indique de façon de plus en plus claire pourquoi la scission était nécessaire pour ce redéploiement. Pour accompagner et renforcer notre engagement actuel, des points de repères sur la scission sont utiles. Ils intéressent le lecteur de «la cause marxiste», parcequ'ils l'éclairent sur ce que nous sommes, sur notre histoire, sur notre conception de la politique.

T.S.V.P. .../...

L'HISTOIRE DE L'U.C.F.

Une lutte politique finit toujours par proposer deux versions contradictoires de l'histoire de l'organisation concernée. Jusqu'à la mort de Mao, le Parti Communiste Chinois périodisait sa propre histoire de 57 à 66 à partir de quatre grands conflits: contre Peng Teh Huai (sur le bilan militaire de la guerre de Corée et la ligne des Communes Populaires); contre Liu Shao Shi (contre l'économisme et pour l'accélération des processus communistes); contre Lin Piao (contre le sectarisme ultra-gauche et la militarisation); contre Teng Hsiao Ping (bilan de droite de la Révolution Culturelle et conception du développement économique). Depuis le coup d'Etat d'octobre 1976, la nouvelle direction chinoise ramène tout à un seul et unique conflit, celui qui mène le Parti contre les idées ultra-gauches, conflit qui trouve son aboutissement dans l'élimination de la « bande des quatre ».

A notre échelle, c'est la même chose. Les scissionnistes (dans leur publication « Ruptures » de Juillet 82) considèrent qu'il y a eu deux périodes dans l'histoire de l'U.C.F. De 70 à 74, une période « spontanéiste », où nous collons aux mouvements issus de Mai 68; de 74 à 82, une période « dogmatique », qui corrige en excès le défaut précédent. Entre 75 et 80, d'après eux, l'engagement dans la lutte des foyers Sonacotra a servi de paravent à une ligne dogmatique, qui éclate au grand jour de 80 à 82, et dont le principe est de « plaquer » sur le réel la problématique du parti de type nouveau.

Ce qui nous intéresse est ceci: le fondement d'une telle périodisation est trouvé dans des données purement objectives. Soit il s'agit de « mouvements », comme ceux de l'après-68, où les foyers Sonacotra. Soit, à partir de 74, il s'agit de la crise du capitalisme. L'étalon de la ligne réside dans l'histoire, sociale ou économique. Même quand les scissionnistes parlent de « confiance dans les masses », il s'agit de masses « objectives », qualifiées par leur mouvement observable. Le problème pour les scissionnistes consiste à repérer les éléments objectifs sur lesquels appuyer, voire déduire, la fameuse « confiance ». Il y a confiance pour autant que les masses la méritent, et administrent la preuve empirique de leur mérite. Il est caractéristique que les scissionnistes appellent les gens des « éléments » de la politique. La notion de « conjoncture », dont ils font si grand cas (pour critiquer, croient-ils, le dogmatisme) revient à discerner dans la trame sociale les « éléments » fondateurs de la confiance et de l'engagement. Sur cette base, la périodisation qu'ils proposent est évidemment empirique: spontanéisme et dogmatisme, séparés par l'éclatement de la crise économique, sont à la remorque de l'histoire élémentaire.

Notre vision est toute autre, parce que notre axe est la politique, comme concept subjectif, et non l'empirisme historique. Le critère de la périodisation doit être trouvé dans le mouvement interne de la ligne politique, elle-même référée à ses points centraux, le parti de type nouveau et l'avant-garde.

Nous distinguons donc, dans notre histoire, quatre périodes:

-1) De 70 à 73: le thème du parti fusionne partiellement avec celui du mouvement. L'avant-garde est tactique. Dans un mouvement de masse, il y a un « moment du parti », qu'il faut saisir et structurer, et qui est l'incarnation immédiate du « besoin général d'organisation ».

-2) De 73 à 76: Nous critiquons le tacticisme de l'étape antérieure, et nous mettons au point un dispositif organisationnel d'avant-garde stable: les noyaux ouvriers communistes, et les Comités Populaires Anti-Capitalistes. L'accent est mis sur l'émergence d'un minimum de conscience marxiste ouvrière. C'est la grande époque des écoles ouvrières, véritables points d'appui de l'organisation dans les usines et les quartiers.

-3) De 76 à 80: Pour alimenter l'articulation des situations locales et de la politique générale (nous critiquons l'idée qu'il y a « deux scènes » de la politique), nous développons l'idée d'un programme révolutionnaire. Le caractère de classe

de l'avant-garde est lié à l'opposition au programme commun et à l'union de la gauche. Il s'agit de lutter contre les deux bourgeoisies. Dans le contenu de ses propositions, notre politique subordonne la conscience et l'organisation aux mots d'ordre et au programme (« égalité des droits », « une seule classe d'O.S. », « remembrement à l'amiable », etc...). Il y a une inflexion oppositionnelle.

Le mouvement des foyers Sonacotra a eu, dans cette période, des effets extrêmement complexes. Grande école de lutte des classes, il a vivifié et aiguisé notre sens tactique et notre unité d'intervention. Il a aussi, au début, soutenu l'expansion des C.P.A.Cs, avant de l'entraver. Il était homogène à notre politique, à la fois parce qu'il délivrait des points de programme (sur l'unité français-immigrés) et parce qu'il incarnait une logique politique extérieure au P.C.F. et à l'Etat giscardien. Il nous a permis de préciser les critères d'un authentique mouvement démocratique-révolutionnaire (direction interne indépendante, mots d'ordre de classe, caractère national, etc...). Négativement, il nous a appris que la politique de parti comporte un élément irréductible à la logique de mouvement. Ceci s'est du reste donné dans l'histoire tactique, toujours tendue et parfois conflictuelle, de nos rapports avec le Comité de Coordination. A partir de 1979-80 (Garges et ses suites), nous sommes conscients que:

- L'identité programmatique ne suffit pas. Elle est, réduite à elle-même, défensive et oppositionnelle.

- Les processus de conscience ne se ramènent pas à la dynamique des mouvements.

D'où la quatrième période:

-4) De 1980 à aujourd'hui. Au cœur des processus, il y a la conscience politique d'avant-garde. L'antagonisme de type mouvement (a fortiori de type insurrectionnel) ne pourvoit pas par lui-même à un processus politique réellement communiste. Le « post-léninisme » redéfinit le rapport entre la conscience et la stratégie. Il indique l'autonomie relative des deux termes: la conscience politique des gens, point-de-départ obligé, n'est pas nécessairement dans la figure de l'antagonisme ou du programme (contre l'Etat, pour l'égalité, etc...).

Dans cette période, nous transformons implicitement l'idée maoïste de la « confiance dans les masses ». Désormais la confiance repose sur la conviction que les gens ont une pensée politique, donnée par exemple dans le débat ouvrier, et dont le mouvement de masse n'est pas la preuve unique, ni même forcément principale. La confiance renvoie à des devenir subjectifs. Nous n'avons pas de certitudes objectives, qui appelleraient à des ralliements simples (contre l'Etat, pour le soutien à tel mouvement, ou à tel point de programme). Suivre le procès de transformation des formes de conscience d'avant-garde exige un décodage des prises de position, un travail d'interprétation et de concentration.

La spécification de ce travail se fait, centralement, dans les usines avec le processus des noyaux, dans les cités avec celui des C.P.A.Cs. C'est là qu'existent les opérateurs politiques de ce qui n'est plus le ralliement à un programme, mais l'unification à un processus particulier.

Les scissionnistes, toujours paresseux, n'ont pas vu plus loin pour raconter notre histoire que la vieille problématique empiriste du rapport parti/mouvement. Notre concept historique est au contraire tiré de la question: qu'est-ce que la politique de classe? Question assignée, par étapes, à la définition pratique de l'avant-garde.

LE NOYAU DE NOTRE IDENTITE POLITIQUE

Qui sommes-nous? Les scissionnistes proposent des points pour cerner l'U.C.F.

Ces points, en fait, valent pour tous les groupes gauchistes des années 68-74. Ils ne contiennent rien qui indique la singularité de l'U.C.F., et en particulier sa capacité à résister à ce qui a entraîné le désastre de tous les autres groupes « maos ».



Manifestation pour l'égalité des droits (16 Juin 1979).

S'il n'y avait qu'une chose à dire, ce serait que nous n'avons jamais cédé sur le thème de la capacité politique prolétaire, et que la question du parti a précisément, dans toutes nos étapes, désigné cette capacité.

Capacité, ce n'est pas n'importe quoi. Pour tenir cette idée, il faut constamment la séparer d'une autre, qui est que les ouvriers et les gens du peuple peuvent « faire une force ». L'idée de la capacité politique prolétaire s'oppose à l'idée du ralliement des ouvriers et des gens du peuple à un projet politique et programmatique extérieur. C'est, depuis toujours, ce que nous avons indiqué dans le mot d'ordre « remettre la question du parti aux mains de la classe ouvrière »; le verbe « remettre » dit que la rupture qu'est toujours l'organisation politique, est pratiquée par nous comme une rupture immanente, c'est-à-dire à la fois interne et homogène.

Une des choses que les scissionnistes nous ont apprises, c'est l'extrême importance de la distinction entre unification (à un processus) et ralliement (à un programme). Car le principe de l'unification inclut la transformation du processus, tandis que le ralliement est une simple extension des forces. Pour les scissionnistes, une organisation « distribue les tâches de la conjoncture ». Conception suiviste et activiste. Pour nous, l'organisation cristallise la conscience d'avant-garde dans des processus, organisationnels et pratiques, qui la transforment en retour.

La politique, c'est la capacité à unifier des gens autour d'une conception de la politique. Il y a une circularité apparente. Mais c'est justement là qu'est la rupture post-léniniste avec les conceptions antérieures de la politique. La prise en mains des tâches est un effet, et non un but. Le but est de constituer le processus d'une égalité politique organisée entre les ouvriers d'avant-garde et nous. Cette égalité - qui concerne l'initiative consciente, et bien évidemment pas le droit, le juridique, l'institutionnel - est le seul garant que le processus du parti soit une rupture interne, et non un résultat séparé.

Le marxisme-léninisme en était venu, sous le signe de la transcendance du parti-Etat, à être l'organisateur de l'idée d'une incapacité politique prolétaire. Pour lui, les gens font nombre et force, mais ils ne pensent pas en poli-

tique (leur pensée ne peut excéder le social). Les scissionnistes sont à la fois révisionnistes (Cf « la cause marxiste » No 2) et parfaitement marxistes-léninistes. Car pour eux, la conscience populaire, définie par son opposition à l'Etat, par son programme, est toujours particulière. Elle n'est source d'aucune universalité. Les scissionnistes écrivent par exemple: « Le processus de la politique met les masses en position de médiation de la conjoncture » (Ruptures, p 15). Les gens, n'ayant que des rattachements politiques particuliers et conjoncturels, que des intérêts, ne sont en vérité que les instruments, les intermédiaires, du processus politique, jamais la source de sa pensée. Ils sont en effet des médiations « élémentaires ». Cela aboutit nécessairement à garder par devers soi la question du parti, à ne jamais la « remettre », à se considérer soi-même comme le porteur exclusif de l'universel.

Quand on refuse de faire de la politique et du parti des thèmes explicites du travail de masse, on retombe dans la conception que les gens sont les médiations d'un projet dont ils ne sont pas dignes - puisqu'en fait ils n'ont que des intérêts particuliers. Ceci n'est rien d'autre que la philosophie du syndicalisme, qui est la relève moderne du matérialisme bourgeois. Ceci va de pair, chez nos nouveaux marxistes-léninistes, avec la haine de la pensée (anti-intellectualisme forcené) et une conception programmatique, en vérité cynique, de la politique (comme disait l'un d'eux: « la politique, ça ne se pense pas, ça se bricole »).

Notre position est qu'il existe dans les situations concrètes d'usine ou de quartier une conscience d'avant-garde, qui est explicable dans le rapport à notre intervention organisée. Tout notre problème est justement que les gens ne soient pas les médiations de notre projet.

SUR LE COMMUNISME

Les scissionnistes manient le mot « communisme » avec une abondance suspecte. Il s'agit pour eux d'un référent idéologique destiné à cautionner, sans implication quant aux tâches, le suivisme par rapport à l'agitation so-

ciale, et à légitimer, de fait, le caractère «clandestin» de leur propre centralisation par le masque, qu'ils revêtent, d'être les innocents du «mouvement».

«Communisme» renvoie à plusieurs systèmes de référence:

1) Au sens idéologique, le communisme est l'aspiration égalitaire, la dimension anti-étatique présente dans tous les grands soulèvements populaires de masse. C'est un fond commun général, un invariant, de la révolte contre les politiques de domination.

2) Historiquement, le communisme s'est donné comme une doctrine sociale, une utopie représentative de la cité idéale, qui n'avait pas de caractère politique réel. D'où son sens anarchiste (l'anarchisme fusionne toujours le politique et le social)

3) Dans le marxisme-léninisme, le communisme est un objectif. Ce n'est plus une forme sociale a-politique, c'est un but de la politique. Mais en vérité, dans cette représentation éloignée et finale, la réalité de la politique ne touche pas vraiment à la question du communisme.

4) Dans la formulation post-léniniste, le communisme est un des termes d'une contradiction, la contradiction révolutionnisme/communisme. C'est un attribut de la capacité politique prolétaire, donné dans sa contradiction avec la capacité antagonique, qui est, elle, une capacité étatique. Par conséquent, la question du communisme relève de la définition de la politique, elle rassemble tous les aspects qui visent à une unité de conception interne aux ouvriers et au peuple, sans être pour autant directement dépendante de l'antagonisme, de la lutte frontale, des plans de l'adversaire, de la saisie violente du pouvoir, etc... La dimension communiste de la capacité politique prolétaire affirme que l'unité auto-organisée du peuple a une valeur affirmative intrinsèque, de portée stratégique, et n'est pas seulement l'instrument obligé de la victoire («l'union fait la force»).

Ce point est constamment vivant dans le travail de masse, où l'articulation des points d'antagonisme et des points d'unité interne (comportements, débats...) est l'enjeu ininterrompu de l'unification.

- 5 -
POUR CONCLURE

Nous sommes en désaccord avec les scissionnistes sur les quatre concepts fondamentaux du marxisme.

- Sur la lutte des classes, qui pour eux est rabattue sur les révoltes contre l'Etat, alors que, pour nous, c'est l'émergence, en scission du social, de la capacité politique prolétaire.

- Sur la dictature du prolétariat, qu'ils abandonnent, quand nous y voyons le nom de ce qu'il y a de stratégique (de relatif au pouvoir) dans la capacité politique prolétaire.

- Sur le communisme (Cf plus haut).

- Sur le parti, où leur vieille idée (révisionniste) est d'être les clandestins organisés des mouvements sociaux.

Il y a des moments où la question se pose, pour une organisation politique, de savoir si elle cède ou non sur sa dimension d'avant-garde. C'est-à-dire sur l'hypothèse de la capacité prolétaire - quels que soient les risques quantitatifs et la pression de la rigueur interne.

Dans l'histoire du P.C.F., c'est un point fondamental. Autour des années 30, il a abdiqué sur l'avant-garde, il s'est ouvert à un autre type de succès (parlementaire, syndical). Un aspect de sa politique est devenu le tout, parce que c'était l'aspect rentable en termes de ralliement, de renforcement.

Les scissionnistes essaient (en tout petit) de nous vendre cet argument. Assis sur les huit cents personnes d'un meeting de revendication («des papiers pour les sans-papiers»), ils montent une machine de guerre contre le concept même d'avant-garde. Mais nous ne sommes pas le P.C.F. de 1930.

Nous sommes ainsi instruits de ce qui est en jeu. Aujourd'hui, la pratique politique d'avant-garde, sans l'alibi d'aucune opposition «de gauche» (puisque la gauche, c'est l'Etat), est un processus tendu. C'est là qu'est la persévérance fondatrice. Le reste, requis par la loi commune du renoncement et de l'abaissement, est, pour notre pensée et notre histoire, sans aucun intérêt.

- 1 -

Une première période de l'histoire de l'organisation s'achève; 1970-1982 une séquence a été accomplie.

Face à cette situation, les scissionnistes ont proposé comme terme de cette séquence le renoncement au projet et un bilan général ayant comme dominante un constat d'échec sur la question du Parti de type nouveau et l'abandon de cette entreprise; ceci s'est donné dans leur refus de la ligne des Noyaux et des C.P.A.C. comme étant le processus du Parti. C'est sur le rapport de l'U.C.F. aux Noyaux et des C.P.A.C. dans la nouvelle identité de l'U.C.F. que la confrontation a été essentielle et sans appel.

La mise en place effective des Noyaux et des C.P.A.C. en 1978-1980 a marqué une nouvelle étape dans l'histoire de l'U.C.F. en ce sens que la politique de Parti en a été radicalement transformée: rallier à la politique de Parti ne se donnera plus dans le ralliement à l'U.C.F., mais dans l'édification des Noyaux et des C.P.A.C.

Quand nous avons dit, dans les années 78, qu'il ne pouvait y avoir de politique révolutionnaire d'usine et de cité qu'explicitement référée à une forme organisationnelle, et que cette forme organisationnelle - toute notre expérience le montrait - n'était pas l'U.C.F., mais ce que nous appelions des Noyaux et des C.P.A.C., nous avançons là une proposition d'une nouveauté radicale, rompant avec la tradition organisationnelle dite marxiste-léniniste. Nous avions là un élément décisif, bien que faiblement réalisé, du Parti de type nouveau. Le post-léninisme a suivi, mais c'est sur la base de cette nouvelle politique organisationnelle qu'il a pu prendre corps et être formulé.

- 2 -

Quelle est l'importance de la ligne des C.P.A.C. et des Noyaux, en quoi, avec elle, apparaît une nouvelle conception de la politique de Parti, en fait, une nouvelle conception de la politique ?

La réponse que nous proposons est la suivante: avec

la ligne des Noyaux et des C.P.A.C. s'ouvre la possibilité de mettre fin à une vision de la politique où le programme est l'élément principal et dominant.

Par programmation, nous entendons des caractérisations objectives, analytiques, soit de l'ordre social bourgeois, ou social-fasciste, soit de la dynamique sociale révolutionnaire. Ce qui est en jeu ce n'est pas le programme en soi, mais sa place dans les processus organisationnels, en d'autres termes, le programme est-il ou non le ressort de l'engagement des gens et de leur organisation ?

Aujourd'hui, nous savons que les choses ne sont pas ainsi: c'est le sens de la politique actuelle des C.P.A.C. et des Noyaux. Une transformation majeure de la pratique de notre mot d'ordre fondamental «Porter la question du Parti au sein de la classe ouvrière et des masses», s'est donc opérée dans la conception du ralliement, de l'unification, bref de l'édification organisationnelle.

Dans une première étape de notre histoire, le programme est central; l'unification est alors principalement éducation, elle n'est pas un processus créatif; le programme étant donné, il fonctionne comme norme; unifier et édifier consistent à augmenter le nombre des propagandistes de ce système-là de normes. Dans cette séquence programmatique, on peut distinguer différentes phases:

- la phase idéologiste qui suit Mai 68; lutter contre l'égoïsme et critiquer le révisionnisme, travailler à l'unité contre la division, etc...

- la phase de l'activisme pratique 1972-1973, c'est celle des luttes dures, celle de la dénonciation du syndicalisme comme collaborateur et saboteur; à la suite de quoi, nous rentrons dans la troisième phase.

- la troisième phase est celle du programme marxiste, marqué par une grande réunion de l'U.C.F. en 1975. On fait campagne sur les grandes différences (travail manuel-travail intellectuel, ville-campagne, ouvriers-paysans), sur la question foncière à la campagne, etc... La réunion de 1975 propose dans le même temps le dispositif des Noyaux et des C.P.A.C., dans l'idée qu'il faut une forme d'organisation singulière aux usines et aux quartiers; mais ceci ne rompt

PROGRAMMATIQUE ET FORMES DE CONSCIENCE

Le journal «Rupture» confirme entièrement les différentes caractérisations que nous avons données des scissionnistes. Dans leurs articles, ils se déclarent explicitement en désaccord absolu avec la ligne d'édification des C.P.A.C. et des Noyaux; ils avancent un dispositif qui propose de fait la liquidation du projet de Parti de type nouveau. Nous maintenons les caractérisations du groupe scissionniste: ce sont des révisionnistes populistes sur le plan idéologique, et des gens opposés à la politique de Parti sur le plan organisationnel.

Le journal «Rupture» confirme également leur hostilité radicale au post-léninisme qui a, pour eux, 2 défauts: premièrement de mettre à nu le caractère non prolétaire de leur vision politique, deuxièmement, de révéler le caractère dogmatique et creux de leur usage des termes de classe, contradiction, communisme, etc... Lorsque l'on a aucune problématique rigoureuse sur le Parti ni sur la politique les concepts que l'on emploie sont toujours empruntés.

La caractérisation idéologique et politique des scissionnistes n'est qu'un aspect des problèmes qui nous sont posés. Avec eux, une crise s'est ouverte; il faut en maîtriser la signification, repérer les indications qu'elle donne et les interrogations qu'elle porte. Nous voudrions dire ici en quoi la conception de l'U.C.F. est au centre du débat.

Pour les scissionnistes, l'U.C.F. n'existait plus. C'était un élément décisif de leur jugement, et c'est sans doute leur principale erreur d'appréciation. Une certaine U.C.F. n'existe plus, cela est sûr; mais une nouvelle s'est déployée, et c'est sur ce déploiement et sa nature que le débat porte. Qu'est-ce qui a entraîné cette transformation, quel en est le processus ?



Le 1er Mai 1977, réunion des C.P.A.C.s à Paris.

pas pour autant avec la conception programmatique du travail politique, et pendant leurs premières années, les Noyaux - et pour les C.P.A.C. jusqu'à une période récente - vont continuer dans leur espace propre à mettre en avant leurs propositions programmatiques contre celle des bourgeois et du P.C.F.

A l'époque donc, quand les C.P.A.C. et les Noyaux se définissaient encore de façon programmatique, bien qu'on ne rallie plus directement à l'U.C.F., le processus de ralliement, sa démarche générale était homogène à une certaine représentation de l'U.C.F.

Les choses commencent à se transformer de façon irréversible quand nous découvrons que les C.P.A.C. et les Noyaux ne peuvent se réduire à des questions programmatiques. Quand les C.P.A.C. et les Noyaux rompent avec le programmatique comme élément dominant pour s'engager dans un processus singulier, une page de l'histoire de l'U.C.F. est tournée, car le mode d'adossement des processus de parti à elle va changer de forme et de contenu.

- 3 -

S'ouvre alors la période dans laquelle l'U.C.F. doit s'unifier à la ligne des Noyaux et des C.P.A.C. et ceci va être difficile parce que ceci ne signifie pas abolir l'U.C.F., perdre son identité propre, mais en changer, l'ajuster au bilan de l'expérience et à ses exigences.

Nous sommes dans une nouvelle période parce qu'une large partie de notre représentation de l'U.C.F. a pour médiation aujourd'hui le processus des Noyaux et des C.P.A.C., alors que dans la période antérieure les Noyaux et les C.P.A.C. étaient encore réfléchis en décalque de la représentation que nous avions de l'U.C.F.

Certes, avant la ligne actuelle, existait déjà une formulation de l'unité et de la différence entre l'U.C.F. et les C.P.A.C. et les Noyaux. Il serait donc inexact d'affirmer que la ligne actuelle se caractérise par une pensée de l'unité et de la différence entre l'U.C.F. et les organisations du processus du Parti: C.P.A.C. et Noyaux. Ce qui a changé - et nous devons prendre conscience de l'importance et des conséquences de ce changement - ce n'est pas cette problématique de l'unité et de la différence; elle existait antérieurement, c'est son contenu.

La démarche antérieure avait comme cadre la problématique programmatique. Les différences étaient assignées aux différences programmatiques, l'U.C.F. détenant de fait l'ensemble des propositions programmatiques et les «différentes organisations du pôle maoïste» en développaient tel ou telle partie ajustée à leur champ social particulier.

L'introduction de l'importance des phénomènes de conscience dans le travail de masse et dans les processus organisationnels ainsi que la référence aux comportements va de fait introduire une nouvelle vision et un nouveau style de travail militant où le normatif et le programmatique, bien qu'ils demeurent, ne jouent plus le rôle central.

Nous n'apparaissions plus comme principalement détracteurs du discours révolutionnaire objectif, mais comme témoins actifs et organisés de la réalité actuelle des phénomènes d'avant-garde, et de leur possible poursuite et extension.

Le programmatique et l'analytique demeurent bien sûr comme repères de points de vue de classe, mais ils ne concentrent pas à eux seuls ce par quoi se manifestent et s'organisent dans les usines et dans les cités les gens d'avant-garde. En même temps que cette notion prenait une grande importance pour nous, notre vision de l'avant-garde s'est considérablement transformée. Il ne s'agit plus principalement pour nous d'attendre d'éléments des masses qu'ils reprennent le discours de l'U.C.F. et que ce soit là leur seule identité, mais qu'ils développent dans le cadre des C.P.A.C. et des Noyaux un processus idéologique et pratique original à la fois différent pour eux de leur identité antérieure, mais aussi différent pour nous de la simple répétition de la réalité de l'U.C.F.

La politique des C.P.A.C. et des Noyaux transforme non simplement les éléments des masses qui y sont impli-

qués, mais également les camarades U.C.F.; c'est de cette double transformation qu'émerge un processus organisationnel nouveau.

- 4 -

LES NOYAUX: la vision actuelle du travail de masse met en avant les éléments suivants:

- l'importance des formes de conscience et de leur commentaire.
- le réalisme minutieux des directives tactiques.
- le suivi extrêmement régulier du P.C.F. et de la C.G.T. et des prises de position critiques à leur endroit; les données de la vie politique des gens existent, il faut prendre position dessus pour se faire entendre et se faire comprendre.
- la nouvelle conception des écoles ouvrières.
- l'apparition du journal ouvrier de Noyaux.

Le point essentiel est de clarifier le contenu et la pratique de la ligne de masse quand le point de départ n'est plus le programmatique, le principiel, le devoir être des choses, mais directement la réalité des gens et des situations.

LES C.P.A.C.: l'enjeu du débat actuel est: politique de Parti et édification des C.P.A.C. Il y a là-dessus un débat formel et un débat de fond; le débat formel se noue autour de la question: les C.P.A.C. sont-ils du Parti ou n'en sont-ils pas? Quelle va être leur charte d'unification? Vont-ils avoir un programme particulier, différent du programme général (celui de l'U.C.F.)? Ce débat s'est largement développé dans une pensée dont le programmatique était le cadre référentiel de la politique.

La ligne définie au printemps 80 proposait pour les C.P.A.C. 4 axes d'enquête: les chômeurs, les jeunes, la santé et l'école qui ne sont plus à proprement parler des éléments programmatiques, mais des repères de l'analyse de classe.

Le nouveau profil des C.P.A.C. n'est à notre avis pas encore complètement constitué. L'expérience du travail fait pour combattre la loi de 73 montre bien la difficulté qu'il y a à développer complètement l'identité des C.P.A.C. au travers et au-delà de la bataille en cours.

Comment se caractérise le champ politique proposé par les C.P.A.C.? Quels en sont les médiations que nous maîtrisons aujourd'hui? Ce sont là des questions très importantes, ouvertes par la fin de la période où dominait une définition programmatique de la nature des C.P.A.C.

LES P.A.E.: Notre hypothèse là aussi était dans le principe de l'unité et de la différence entre l'U.C.F. et les P.A.E.

En terme de ligne de masse, l'espace des P.A.E. était singulier, nous disions relevant d'une situation conjoncturelle: l'émergence de l'anti-racisme et de l'unité Français-Immigrés comme phénomènes de conscience. Les scissionnistes ont proposé leur propre version des rapports P.A.E.-U.C.F. qui redéfinissait l'U.C.F. comme devant être le gestionnaire occulte d'un dispositif P.A.E. élargi. Comme nous, les scissionnistes proposaient, parce que la nécessité en est incontournable, une définition actuelle de l'U.C.F. et de sa nature, mais à notre différence:

- en supprimant la dialectique de l'unité et de la différence entre l'U.C.F. et les organisations à l'édification desquelles elle s'emploie.

- deuxièmement, en prenant les P.A.E. comme référence de leur analyse, en en donnant une vision extensive, rejetant les C.P.A.C. et les Noyaux comme les repères essentiels de notre bilan actuel, après avoir déclaré préalablement l'inexistence de fait des Noyaux et après avoir proposé de faire fusionner C.P.A.C. et P.A.E. sous la loi des P.A.E.

SUR L'U.C.F.: Il faut nous unifier sur la nature nouvelle des Noyaux et des C.P.A.C. et définir les formes et contenus de travail correspondants. Nous devons redéployer les pratiques de l'analyse de classe et de l'intellectualité révolutionnaire dans notre conception actuelle de la politique et de l'histoire. Il est enfin nécessaire de renforcer le commentaire politique sur les conjonctures.

NOS CONCEPTS POLITIQUES AU SUJET DE LA COMPOSITION DU PEUPLE



GARGES - Juillet 1979.

- 1 -

«Prolétariat international de France» (1972-73), «Unité français-immigrés» (1976-77), «Peuple multinational» (1980): trois concepts importants de notre politique. Se réfèrent-ils aux mêmes processus politiques? Sont-ils substituables les uns aux autres? Tel est en tout cas le point-de-vue des scissionnistes de février-mars 1982. Pour eux, il y a une «conjoncture» - celle de «l'antiracisme et du peuple multinational» - et des «subjectivités» de cette conjoncture. Les processus organisationnels doivent suivre, le principal étant les Permanences Anti-Expulsion, organisation de l'anti-racisme.

La volonté des scissionnistes de faire fusionner les C.P.A.C. et les P.A.E. (qui a été le véritable point de départ politique de la scission) trouvait là son argument principal, voire unique: puisque les P.A.E. (avec les sans-papiers) et les C.P.A.C. (avec la loi de 73) s'occupaient de la même «conjoncture» et traitaient donc les mêmes subjectivités, tout ce qui les distinguait relevait du dogmatisme, de l'a-priorisme organisationnel. De là aussi l'attachement très grand des scissionnistes à l'idée d'un «front de classe des immigrés». C'était pour eux un autre nom de cette conjoncture unique. Le groupe spécial, chargé de ce front en 1979-1980, était pour eux le véritable état-major U.C.F. de la conjoncture. Ils n'ont pas tardé à le considérer, dans les faits, comme la direction réelle de l'organisation - puisque pour eux, le traitement unifié de la conjoncture de l'anti-racisme était une seule et même chose que la politique. La dissolution de ce groupe a été pour eux un rude coup, où

il faut voir le véritable début de la crise.

Pour nous en revanche, l'existence même de ce front était référée à l'existence d'un mouvement, celui des foyers Sonacotra, autour duquel se structurait pratiquement l'ensemble de l'activité politique concernant les immigrés. Il était normal que ce groupe ait pour dernière tâche le bilan du mouvement des foyers, qui a fait l'objet d'une brochure. Nous avons pleine conscience que le mode sur lequel les questions relatives aux ouvriers immigrés était actif pour les noyaux ou les C.P.A.C. ne pouvait trouver une issue durable dans le seul soutien au mouvement des foyers. La carence du comité de coordination, mais aussi bien la nôtre, dans cet espace là, pour porter dans les usines - autrement que sur le mode syndicaliste - la question des saisies-arrêts sur salaire le prouvait bien assez. Du reste, le mot d'ordre central lié au mouvement des foyers («français-immigrés, égalité des droits») ne relevait directement d'aucun de nos trois concepts politiques: ni prolétariat international, ni peuple multinational, ni même, en toute rigueur, l'unité français-immigrés.

Il est clair aujourd'hui (mais ceci a déjà fait l'objet de rudes discussions au moment de la brochure sur les foyers) que le mouvement Sonacotra a été un fort mouvement social immigré, qui ne pouvait pas traiter politiquement en son sein jusqu'au bout le problème de l'unité des nationalités. Grand mouvement de classe, certes, mais encore éloigné d'une politique ouvrière unifiée, et donc, comme on l'a vu, en contradiction, sur toute une série de points, avec notre projet politique.

La thèse des scissionnistes est que, porteur de la «conjoncture», le mouvement des foyers a assuré notre vie politique de 76 à 80, malgré le caractère dogmatique de notre ligne de parti (noyaux et C.P.A.C.).

Notre conviction est que la ligne des noyaux et des C.P.A.C. a assuré notre consistance politique, en dépit, pendant tout le temps, d'une dangereuse proximité subjective et tactique avec ce qu'incarnait d'hétérogène la conception politique dominante à l'œuvre dans le comité de coordination, surtout à partir de 1978. Le mouvement a été une très grande école, positive, et aussi négative. C'est grâce à notre intériorité critique à ce mouvement que nous avons, dans une large mesure, maîtrisé et dépassé notre conception antérieure de la politique. Mais le rapport au mouvement a porté pendant un temps des coups assez sévères au suivi du travail de masse sur les usines, et a failli liquider les C.P.A.C. Dès 1980, il a fallu, pour poursuivre, reconstituer ces garants véritables de notre existence politique.

En outre, l'idée s'est propagée que le mouvement des foyers incarnait une alternative de type mouvement à l'union de la gauche et au processus parlementaire qui devait conduire Mitterrand au pouvoir. Ainsi s'alimentait une mentalité «oppositionaliste», dans le cadre classique du rapport mouvement/Etat. Les scissionnistes sont à la recherche désespérée du maintien de cette mentalité. Tels des bourdons, ils volètent - à défaut du mouvement Sonacotra - autour des sans-papiers, de la Pologne, des anti-nucléaires, à la recherche d'une alternative en termes de mouvement. Leur très courte et très ancienne philosophie ne voit pas que la politique puisse exister si on ne porte pas, face à l'Etat, les emblèmes d'une agitation sociale quelconque (c'est cette agitation qu'ils appellent de trois mots, par ordre croissant de rhétorique emphatique: «conjoncture», «subjectivité en rupture avec la société impérialiste», «processus du communisme»).

La vérité est que, comme Paul Sandevince l'a écrit dès 1980, la nouveauté de notre conception politique modifie aussi la place du concept léniniste de mouvement. A la fois son importance historique est considérable, à la fois il n'est pas le centre de gravité de la capacité politique prolétaire.

Pour les scissionnistes, le bilan du mouvement des foyers, c'est le mouvement des sans-papiers: la même chose, les mêmes lieux (les foyers), mais cette fois sous contrôle des P.A.E. La tribune de la Mutualité (Mars 82) singe (en médiocre) la tribune du premier meeting Sonacotra au même endroit en 76. Les dirigeants des P.A.E. chauffent en français, et très mal, une salle, dans le style où les chefs de masse des foyers la chauffaient, bien, en arabe. Le comité de coordination est la vérité indépasseable de la politique. Nos scissionnistes en sont à la fois les orphelins et les comédiens.

Pour nous, le bilan de la lutte des foyers a été la relance rigoureuse de la politique des noyaux et des C.P.A.C. liée à la formulation de l'étape post-léniniste de la politique. C'est-à-dire d'une vision de la capacité politique prolétaire liée aux formes de conscience, aux ruptures subjectives, au débat ouvrier, et dont le mouvement de masse peut en être, à tous les sens du terme, une épreuve, mais non pas le principe unique de sens.

A ce point, il est très intéressant de remarquer que ni «prolétariat international», ni «peuple multinational», ni «unité français-immigrés», ne sont à proprement parler des concepts de mouvement, ou des mots d'ordre (même si les deux derniers ont pu être maniés par nous comme tels).

Les trois questions qui se posent sont les suivantes:

- Quelle est l'origine et la portée politique de ces concepts ?

- Pourquoi sont-ils (en gros) assignés à trois processus organisationnels distincts, «prolétariat international» aux noyaux, «peuple multinational» aux C.P.A.C., «unité français-immigrés» aux ex-P.A.E. ?

- De quelle conception politique d'ensemble, au regard de ces trois concepts, est porteuse l'U.C.F. ?

L'expression «prolétariat international de France» est chez nous contemporaine de la première révolte sociale des immigrés: les grèves de la faim des sans-papiers en 1972-73. Notons ce point: face à un mouvement de sans-papiers, nous répondons par une caractérisation du prolétariat moderne, dans les sociétés impérialistes. Ceci anticipe notre conclusion actuelle quant au problème des sans-papiers (conclusion étroitement liée à la critique de la voie revendicative et droitiste suivie par les scissionnistes dans les P.A.E.): ce problème, dans son essence, touche à la composition de la classe, à l'existence de sa fraction précaire, et enfin aux contradictions entre le caractère international du marché de la force de travail et le caractère national du droit. A l'époque du reste, le prolétariat international met pour nous en question le principe bourgeois de l'Etat-nation.

Mais la forme militante de cette thèse porte aussitôt sur l'unité politique, seule réponse appropriée à la division nationale et juridique. Affirmer le caractère international du prolétariat, c'est combattre l'organisation politique des ouvriers par nationalités, c'est refuser l'héritage - venu de la Gauche Prolétarienne (1) du «mouvement des travailleurs arabes». C'est poser que les ouvriers immigrés sont partie prenante du processus du parti. Certains, en notre sein, à l'époque, s'opposent à cette ligne. Non pas qu'ils soient contre le soutien au mouvement des immigrés. Au contraire, ils sont pour, ils sont, si l'on peut dire, exclusivement pour. Eux-mêmes font une grande campagne contre un «marchand de sommeil» tunisien. Mais il s'agit pour eux d'un mouvement social spécifique, sur lequel il ne faut pas «plaquer» la problématique du parti. On voit à quel point, dans notre histoire, il y a une continuité entre tous ceux qui veulent, du dedans, nous faire céder sur la politique.

De cet épisode, résulte que le concept de «prolétariat international» restera fermement lié à la capacité prolétaire, aux processus du parti, aux noyaux. C'est à la fois un concept analytique (la composition de classe dans les métropoles impérialistes) et un outil du débat et de la polémique contre toutes les tendances, constamment renaissantes, à l'organisation sur la base des nationalités d'origine.

Quelle est aujourd'hui la pertinence d'usage de cette idée ? Depuis les grèves de Billancourt, de Flins, de Citroën, le mouvement des O.S. amorcé en 73 est à un tournant (2). La socialisation de ce mouvement - c'est-à-dire sa reconnaissance, comme force ouvrière organisée, par les patrons et l'Etat - est à l'ordre du jour. Or le débat ouvrier dessine trois possibilités. Soit la syndicalisation «classique», C.G.T. ou C.F.D.T. Il y a eu une poussée dans ce sens à Citroën, comme alternative à la dictature fasciste de la C.F.T. Soit une syndicalisation «originale», sur la base du caractère immigré des O.S.: la conscience ouvrière est alors moins d'être un prolétaire engagé dans la lutte des classes, qu'un immigré organisé dans les ateliers. C'est que les immigrés des grandes usines ont, en dix ans d'histoire, pris conscience de leur force, et peuvent se représenter cette force comme entièrement spécifique, compte tenu de la ruine de l'ancien mouvement ouvrier français. En outre, une certaine coloration idéologique «islamique», alimentée par la révolution iranienne, peut faire ciment à cette perspective. Des épisodes concrets le montrent. Il faut se rendre compte que le référent politique majeur pour les ouvriers islamisés était jusqu'à présent le couple Palestiniens/Nation arabe, les premiers étant l'avant-garde combattante de la seconde. La crise politique de l'O.L.P. dans la dernière étape, et l'effondrement du mythe de la nation arabe, détruit ce référent. Le fondamentalisme islamique centré à Téhéran est une alternative précaire, mais répandue.

La troisième orientation est celle des noyaux. On voit qu'elle suppose, pour les camarades immigrés, une conscience politique ouvrière, adossée au caractère international du prolétariat, vu comme acteur politique. Dans son usage polémique, le concept retrouve ainsi sa vigueur. Le pôle adverse, à l'époque de la socialisation de la force ouvrière immigrée, n'est pas exactement l'organisation par nationalités (avec, souvent, une référence palestinienne). C'



est plutôt le syndicalisme immigré à coloration islamique.

Enfin, le concept de prolétariat international est indispensable dans les débats sur les sans-papiers, débat qui, passée la simple revendication des papiers, est un débat d'avant-garde, qui exige un point-de-vue sur la classe ouvrière, et relève, de fait, de la politique des noyaux, ou du moins de son esprit.

«L'unité français-immigrés» a été progressivement déglagée comme étant le caractère de classe de l'anti-racisme. Dans son histoire, ce thème a d'abord été conçu comme la réalisation pratique de l'aspiration à l'égalité des droits. Le mot d'ordre «français-immigrés, égalité des droits» n'avait une signification progressiste que relative. Il était progressiste contre le mot d'ordre syndicaliste «français-immigrés, même patron même combat». Car ce mot d'ordre ne faisait l'«unité» que du dehors, par la considération de l'adversaire dans les luttes sociales. «Egalité des droits» était plus global, plus politique, et incluait une certaine critique de l'Etat-nation. Le P.C.F. était contre l'égalité des droits. Ce mot d'ordre était l'expression vivante de l'indépendance du mouvement des foyers.

Ceci dit, l'expérience l'a montré, «égalité des droits» n'exclut pas une interprétation purement sociale, où une force (les immigrés) revendique un traitement égal, une moindre injustice. «Egalité des droits» peut être le drapeau du mouvement social des immigrés. Finalement, la C.F.D.T. et sous des formes particulières le P.C.F., ont repris ce mot d'ordre.

L'unité français-immigrés, c'est autre chose. Ce qu'il y avait à la fois de plus important et de plus précaire dans le mouvement pour l'égalité des droits était la forme pratique de l'unité français-immigrés qu'il représentait. Essentiellement dans le lien entre l'U.C.F. et le comité de coordination, lien prolongé de compagnonnage conflictuel. Là se tient l'anti-racisme démocratique révolutionnaire, l'esquisse dans le peuple d'une politique entièrement nouvelle.

Les P.A.E. devaient normalement dégager l'anti-racisme de la seule logique de la protestation et du soutien, et organiser, à propos de situations concrètes (les expulsions, les attentats racistes, les rafles et les contrôles, l'école etc...), tant chez les français que chez les immigrés, un point-de-vue et un débat, des pratiques, qui matérialisent l'unité français-immigrés, tant dans les démarches et rassemblements que dans le processus organisé. Seule cette logique démocratique d'unité français-immigrés pouvait combattre, non seulement les lois et décrets répressifs de l'Etat, mais aussi, mais surtout, la politique d'embrigadement raciste et chauvine du P.C.F., aussi bien que l'activité des bandes fascistes, et la quotidienneté raciste policière. La pratique de l'unité français-immigrés, matérialisation d'un point-de-vue de classe sur les données de la société civile actuelle, est un

processus organisé d'avant-garde. C'est une autre voie - unifiée à la politique de l'U.C.F. - que celle que représente l'anti-racisme de protestation-revendication. Sa difficulté tient à ce qu'elle n'est pas plus immédiate pour les immigrés que pour les français. Exiger des papiers quand on n'en a pas est une chose. Participer à une équipe de débat et d'intervention sur un lycée (comme l'ont fait les camarades immigrés de la P.A.E. de Rouen) en est vraiment une autre.

On sait que la direction nationale des P.A.E. a choisi la facilité, c'est-à-dire l'abandon du point-de-vue de classe. Elle a monté en graine le juste mouvement revendicatif des sans-papiers, l'a encadré, et a appelé les gens au soutien. Le bilan de cette affaire est désastreux, dès lors que le seul bilan de masse se fait à partir de la question «avons-nous les papiers ou pas ?». C'est un temps politique perdu, donc un grave recul, par rapport au bilan du mouvement des foyers Sonacotra.

Il faut reprendre les choses, de façon attentive et expérimentale, à partir de l'anti-racisme dont la politique est l'unité français-immigrés pratiquée comme processus de la conscience de classe sur les données concrètes. Le débat français-immigrés (si rare encore, si l'on prend «débat» au sens strict, comme on parle de débat ouvrier) est véritablement l'origine d'un autre regard sur les choses. Sa valeur démocratique tient à sa valeur de vérité. Entre une équipe des P.A.E. venant appeler au soutien à une délégation d'immigrés à la préfecture (chose excellente, du reste), et une équipe P.A.E., français et immigrés, dirigeant un débat de femmes ou de lycéens sur le regroupement familial ou l'école, pour dégager la vérité de la situation et organiser les échéances, il y a une étape décisive à franchir. A ce prix, le thème de l'unité français-immigrés garde toute sa force, et mérite une organisation démocratique-révolutionnaire spécifique. Tel est en tout cas notre hypothèse actuelle.

L'origine du thème du «peuple multinational» s'inscrit dans la conjoncture qui va de Copernic à Vitry-Montigny. Donc, entre deux attaques terroristes, l'une contre les juifs, l'autre contre des maliens et des marocains (3).

Il est remarquable que dans ces deux circonstances (racistes s'il en fut), la direction nationale des P.A.E. a été timide, voire arriérée. C'est l'U.C.F. qui a matérialisé la riposte à Copernic dans la manifestation Marais-Barbès, soutenue dès cette époque par l'idée du peuple multinational (unité des juifs et des arabes en la circonstance). Et le principal bilan de Vitry-Montigny a de fait été, après une enquête serrée et ample, le dégagement de la question de la nationalité comme constitutive des débats au sein du peuple. Mais ce fut le travail des C.P.A.C., dont une des formes a été et demeure la mobilisation pour l'abrogation de la loi de 73, qui «francise» de force les jeunes algériens nés en France après 1963.

«Prolétariat international» désignait l'unité de la politique de classe, contre l'organisation par nationalités. «Peuple multinational» désigne (presque à l'inverse) le droit de quiconque de participer de l'unité du peuple même s'il choisit une autre nationalité, ou la garde. Le premier est un droit d'unité, le second un droit d'altérité, les deux étant versés à l'unité de classe d'une politique. «Peuple multinational» n'est pas un mot d'ordre. C'est une caractérisation politique du peuple dans les métropoles impérialistes qui fixe le cadre général d'une voie d'accès subjective très importante à la politique: la question de la nationalité. Contre le P.C.F. et les forces bourgeoises, nous indiquons que la nationalité n'est pas ce à partir de quoi se fait et se pense, chez nous, l'unité du peuple. «Peuple multinational» fait du droit à une nationalité différente, choisie pour des raisons historiques, culturelles, familiales et politiques, une composante de notre volonté politique.

Il y a eu très tôt débat, et déviations, sur cette idée. Car il y a eu ce qu'on peut appeler sa version «communautaire». Nous la partageons, du reste, lors de la manifestation Marais-Barbès, en invoquant le «droit des communautés historiques, religieuses et culturelles». Nous invoquons ce droit contre la conception social-fasciste du P.C.F., qui exige, dans les cités, un comportement uniforme de «bon français».

Mais pas plus que l'«égalité des droits» n'a le caractère de classe de l'unité français-immigrés, pas plus le «droit des communautés» ne représente un point-de-vue de classe sur la question de la nationalité. Le «communautarisme» (ou ce que la C.F.D.T. et autres chrétiens «de gauche» appellent le «droit à la différence») peut être progressiste ou ultra-réactionnaire. Tout dépend de son articulation à une volonté politique où c'est, finalement, le processus des choses qui fait démarcation, et non la référence au droit des communautés. Ainsi en ce qui concerne l'abrogation de la loi de 73, c'est en définitive la logique du C.P.A.C. qui est l'élément déterminant, c'est-à-dire la conscience collective qui s'élabore sur la question de la nationalité comme enjeu interne au peuple, et ce sur qui, à ce propos, va ou non dans le sens de l'unité et de l'indépendance politiques. Qu'un jeune algérien préfère rester algérien pour ne pas être coupé de ses parents est une idée juste. Mais en définitive, la politique de la chose dépend de sa capacité - avec les C.P.A.C. - à transformer à partir de là la conscience des gens (les français, ses parents, etc...) sur ce qui est en jeu, pour le peuple, et au regard des politiques bourgeoises, dans cette affaire.

Les scissionnistes ont systématisé la voie «communautariste» en ce qui concerne l'idée du peuple multinational. Ils l'ont fait sous le mot d'ordre «ni rejet, ni assimilation», qui ne veut rien dire, car il est, de fait, purement conservateur. Il s'agit de laisser les «communautés» en l'état. C'est faire fi de ce qui compte: les contradictions subjectives et les problèmes nouveaux.

En vérité, le concept de «peuple multinational» fixe le cadre analytique pour un processus conscient fondamental: la nationalité est un thème politique majeur du débat dans le peuple. Dans des formes spécifiées, on peut à partir de là distinguer, ce qui est crucial, des positions progressistes et des positions réactionnaires. Par exemple, il est aujourd'hui certainement réactionnaire, pour un français, de s'opposer au mouvement des jeunes algériens pour garder leur nationalité (car derrière, il y a forcément que c'est bien mieux d'être français, qu'il n'y a rien de mieux: chauvinisme). Mais c'est aussi réactionnaire d'y consentir, parce qu'on ne veut pas que ces jeunes «voyous» soient français, et que s'ils veulent être algériens, tant mieux. Et enfin, ce n'est pas forcément progressiste - cas de certains parents - de le vouloir au seul nom de la «communauté algérienne», donc dans une vision sociale purement immigrée.

Donc, le progressisme en la matière s'attache moins à ce qu'on veut qu'aux raisons et débats, donc à la forme de conscience, et à l'engagement qui la sanctionne: engagement dans un point-de-vue de classe sur le débat autour de la nationalité dans le peuple. C'est ce qu'éclaire le concept

politique (et non sociologique, «communautaire») de peuple multinational. A ce titre, il est absolument juste qu'il soit un concept-clef des C.P.A.C.

- 5 -

L'U.C.F., dans toute son histoire, a grandement agi à partir des révoltes des immigrés. Mais ceci, à tout prendre, n'est qu'une caractéristique «gauchiste» moyenne. Ce qui est particulier est, en un sens, le contraire: que, toujours, l'U.C.F. a soutenu ou dirigé les processus politiques concernant les immigrés en les articulant à autre chose qu'à l'affirmation de la force sociale des immigrés. D'où les luttes idéologiques successives contre les organisations d'usine de type M.T.A. (4) (au nom du prolétariat international), contre la logique du soutien aux mouvements (au nom de l'unité français-immigrés et du point-de-vue de classe), contre le «communautarisme» (au nom d'une conception post-léniniste du peuple multinational).

Il faut retenir deux choses. D'abord que les immigrés constituent, dans notre pays, un test redoutable pour la fermeté quant à la distinction entre le social et le politique. Comme ils constituent, dans leurs révoltes, une nouveauté sociale, une modernité sociale inhérente aux sociétés impérialistes, rien n'est plus tentant que de déclarer politique par elle-même cette modernité. Clarifiant par étapes notre vision des choses, nous avons, là-dessus, toujours refusé de céder. Nous avons enduré pour ce faire de multiples tensions avec des formes spontanées de la conscience sociale immigrée. Nous avons maintenu et régénéré le principe pratique d'une avant-garde unie, se concentrant, sans s'y réduire, dans des processus organisationnels proprement politiques, et jamais réductibles à une donnée sociale, fut-elle celle des révoltes modernes.

La deuxième chose a été de concevoir l'unité français-immigrés comme la logique de classe de la démocratie dans les conditions d'aujourd'hui. Force sociale, soutien, tout cela contourne l'essentiel, à savoir que c'est de l'égalité politique qu'il s'agit. Cet égalitarisme n'est pas juridique, même si, tactiquement, nous voulons l'égalité politique bourgeoise des immigrés (droit de vote, etc...). Le point est de déployer et d'organiser une égalité pratique des consciences politiques sur toutes les questions qui nous engagent. La reconnaissance de la spécificité des immigrés et de leurs droits ne sort pas de la conception bourgeoise de l'égalité. En dernier ressort, l'égalité véritable est celle qui se constitue à l'intérieur du débat ouvrier, et dans les formes organisées de la rupture politique. Il s'agit là d'une condition fondamentale de la démocratie dans les métropoles impérialistes.

C'est ce dont l'U.C.F. entend être le témoin organisé, tant par l'édification qu'elle assume des noyaux et des C.P.A.C., que par son engagement dans les organisations démocratiques révolutionnaires de l'antiracisme pour l'unité français-immigrés.

Cette question est essentiellement moderne. Si les immigrés sont par principe exclus de la démocratie parlementaire bourgeoise, c'est précisément que la démocratie moderne véritable, qui les inclut dans l'espace égalitaire de la politique, est la critique active de la forme parlementaire.

NOTES:

(1) La Gauche Prolétarienne, organisation du maoïsme primitif après 1968, s'est auto-dissoute en 1974.

(2) Cf l'article de «la cause marxiste» No 2.

(3) Un attentat à l'explosif a fait plusieurs morts et blessés, à l'automne 1980, devant la synagogue de la rue Copernic. A ce jour, l'origine de cet attentat n'est pas clairement établie.

Au début de 1981, le P.C.F. a tenté de constituer un camp populaire chauvin et raciste. A Vitry, la mairie a démoli au bulldozer un foyer de travailleurs maliens, qu'elle voulait renvoyer dans une autre commune. A Montigny, le maire P.C.F. a désigné à la vindicte générale, sur la base de calomnies, une famille marocaine. Marchais a soutenu ces deux actions.

(4) Le M.T.A. (Mouvement des travailleurs arabes) était une organisation, soutenue par la Gauche Prolétarienne, qui organisait les ouvriers sur la base de la nationalité, et en référence à la Palestine.

GRECE:

LES LUTTES D'USINES APRES LA DICTATURE

Nous avons interviewé en Juin 1982 un militant grec. Il nous semble important de faire connaître les événements ayant suivi la chute de la dictature, en particulier les importantes luttes d'usines.

- La cause marxiste: Quelles ont été les causes de la chute de la dictature ?

- Réponse: La chute de la dictature a eu lieu un an après les événements de l'école Polytechnique. C'en est à nos yeux un effet direct; au moment de Polytechnique, la dictature tentait un plan de libéralisation, un peu comme au Brésil aujourd'hui. Polytechnique a empêché le gouvernement militaire de se transformer en gouvernement civil, après des élections et une légalisation du P.C. Cela explique que le P.C. ait été contre la révolte de Polytechnique. Il écrivit même à cette époque: «il y avait 300 membres de la C.I.A. qui ont commencé la révolte».

Polytechnique a contraint la dictature à se durcir et lui a fait perdre toutes ses bases sociales dans la petite bourgeoisie. Après ces événements, elle apparait privée de base, c'est la police militaire qui prend directement le pouvoir.

Un autre élément de la chute de la dictature est l'incapacité qu'elle a eu face à la crise de Chypre. Dès lors, la bourgeoisie n'est plus avec la dictature et met en avant la solution Caramanlis.

- La cause marxiste: Et le mouvement ouvrier ?

- Réponse: En Grèce, compte-tenu du faible niveau industriel et du petit nombre d'ouvriers avant le coup d'Etat militaire, il n'y avait pas de grandes luttes ouvrières d'usine. Il y a eu quand même quelques luttes, avant la guerre, des ouvriers du tabac, après, dans le bâtiment.

Le développement industriel, relatif, du pays, a débuté au début des années 60. La première vague de luttes dans les usines s'est déroulée en 1963-64. A cette époque le nombre de jour de grève était considérable, un record même à l'échelle internationale. L'avant-garde de ces mouvements se situait dans le secteur du bâtiment.

Après la guerre civile, la C.G.T. est devenue un syndicat jaune, aux mains de la droite. Il y avait de nombreux syndicats en dehors de la C.G.T. (600) qui avaient fait une unité informelle de la gauche et même jusqu'au centre. Mais le problème, c'est que jusqu'en 1974, l'état de guerre civile continuait. Les communistes et la gauche ne pouvaient pas trouver du travail dans les usines, l'administration, avoir le permis de conduire, etc... jusqu'au premier gouvernement Papandreou de 1964. C'est pour cela qu'ils étaient dans le bâtiment.

Pendant la dictature, la forme de résistance, c'était le turn-over, le travail instable. Par exemple, dans les chantiers navals (7000 ouvriers) 25 000 personnes passaient chaque année. C'était une période de plein emploi et il y avait 400 000 immigrés en Allemagne. C'était aussi une période d'augmentation des salaires et d'apparition de nouvelles conditions de travail. Pendant les trois dernières années de la dictature, 80% des ouvriers changeaient de travail chaque année.

On doit signaler également que juste avant Polytechnique, il y a eu une grande grève des employés de banque et des conducteurs de bus et trolleys.

- La cause marxiste: En ces débuts d'années 70, y avait-il un développement du mouvement étudiant ?

- Réponse: La résistance à la dictature fut d'abord le fait de groupes de résistance. A partir de 71, elle a pris les formes d'un mouvement de masse des étudiants.

Avant Polytechnique, il y a eu l'occupation de l'université de Droit, plusieurs manifestations ou débats sur des élections syndicales, contre la dictature. Il y avait des formes de démocratie directe, élections de comités, c'est la première fois que l'extrême-gauche apparait à un niveau de masse. Il y a alors trois forces d'opposition d'égale force: l'extrême-gauche, le P.C. et le P.C. de l'intérieur.

QUELQUES DATES DE L'HISTOIRE DE LA GRECE.

- 1936: Dictature de Metaxas.
- 1940-44: Occupation italo-allemande. Résistance active.
- 1944: La majorité du pays est aux mains de l'E.A.M., front de libération national dirigé par le P.C. grec.
- Churchill, dans ses entretiens avec Staline, exige que la Grèce reste dans le camp occidental, à la différence de la Yougoslavie. Le P.C. grec accepte un compromis et que son armée passe sous commandement allié. Les britanniques en profitent pour occuper les villes, restreindre les activités des résistants et protéger les collaborateurs, pour reconstituer un appareil d'Etat à leur solde. Le P.C. hésite sur la ligne à suivre, tant sa dépendance à l'égard de Moscou est grande.
- 1946: L'U.R.S.S. durcit ses positions vis-à-vis des occidentaux, le P.C. relance la lutte armée avec quelques succès au début, mais on sent que les 2 années d'incertitude ont été mises à profit par la droite.
- 1947: En Mars, les britanniques quittent le pays, relayés par les américains qui réorganisent l'armée, poussent à interdire le P.C., créent des camps de rééducation pour les suspects de sympathiser avec le P.C.
- 1948: Rupture Tito/Staline. L'arrière yougoslave disparaît car le P.C. grec prend position sans nuances. Il se divise sur cette question, la majorité adopte la position suicidaire de la «guerre classique» et cherche l'affrontement frontal avec l'armée gouvernementale. La guerre civile s'achève par une série de désastres militaires terribles: en tout 50 000 tués pendant cette période, des milliers d'emprisonnés, des dizaines de milliers de réfugiés dans les pays de l'Est.

- 21 Avril 1967: L'armée renverse les politiciens de droite, prend tous les pouvoirs, interdit toutes activités de gauche.

- 1970: Isolée au niveau international, la dictature reçoit cependant le soutien des américains (vente d'armes...), qui veulent conserver à tout prix la Grèce dans le camp occidental.

- 14 Novembre 1973: début des événements de Polytechnique (voir article).

- Avril - Juillet 1974: Chypre. La Turquie envahit une portion importante de l'île, dominée jusqu'alors par la communauté grecque de l'île. A ce jour, Chypre est toujours coupée en deux, l'armée turque empêche les activités de l'Etat cyprite dans la partie qu'elle occupe.

- Juillet 74: A la suite de son incapacité à empêcher l'invasion turque de Chypre, la dictature est renversée. Caramanlis prend le pouvoir et neutralise les aspirations à la liberté et à la révolution (voir article).

- 18 Octobre 1981: Le Pasok et Papandreou (socialiste) gagnent les élections.

- 1982: Après quelques mois, et ce contrairement à leur programme électoral, les socialistes décident de rester dans l'OTAN et la CEE.

Ces mouvements coïncident avec le début de la crise mondiale et l'inflation passe de 2 à 30% l'an.

Quelques temps avant Polytechnique, il y a eu une grande lutte à Megara près d'Athènes contre la construction d'une usine chimique polluante. Les étudiants manifestèrent contre dans la ville et firent une marche à Athènes pendant Polytechnique. Il y eut aussi des manifestations et des luttes dans le bâtiment.

L'occupation de Polytechnique s'est faite par des étudiants de toutes les facultés sur un problème syndical. Une marche des ouvriers du bâtiment vers Polytechnique a joué un très grand rôle (elle a été appelée par l'extrême-gauche): une commission ouvrière fut mise sur pied, également une radio: «radio-libre Polytechnique».

Le plus important, ce n'est pas ce qui s'est passé à l'intérieur de Polytechnique, mais tout autour. Les combats de rue ont été le fait de jeunes ouvriers, sans que le mouvement étudiant ne s'en mêle.

Polytechnique a duré quatre jours:

- Mardi: ce n'est pas encore une occupation, seule l'extrême-gauche est là.

- Mercredi: les choses commencent à échelle de masse.

- Jeudi: marche des ouvriers du bâtiment (au départ 50, puis à la fin plusieurs milliers) - commission ouvrière et radio. Des gens viennent de partout, certains abandonnent le travail (il y aura par la suite des licenciements pour absence le jeudi et le vendredi) et arrivent autour de l'école. Quand la police arrive, des barricades apparaissent.

- Vendredi: tout le centre d'Athènes est occupé. Au début la police ne tente pas d'intervenir directement dans Polytechnique, elle essaye de chasser les gens autour, qui résistent et commencent les affrontements.

Vendredi soir, il y a plus de 200 000 personnes (à Athènes, à l'époque, il y a 2,3 millions d'habitants et 9 millions en Grèce), la révolte est généralisée. Mêmes des politiciens de droite et du centre envoient des messages aux étudiants. La dynamique de tout cela, c'était un million de manifestants le samedi. Des marches partaient des quartiers populaires, tout cela d'ailleurs sans organisation. Il y avait peut-être 3 à 400 militants d'extrême-gauche et autant du P.C. En province, à Salonique, Patras et à l'université de Yamina, des mouvements identiques eurent lieu ces mêmes jours.

L'armée intervient à l'école Polytechnique d'Athènes le vendredi soir. Le massacre (150 tués parmi les ouvriers et les lycéens qui étaient dehors sur les barricades) a été commis par les francs-tireurs de la police et des services secrets. Le samedi matin, les gens continuent d'arriver (la plupart des morts ont été tués à ce moment là).

Polytechnique est évacuée pendant les combats de la nuit de vendredi à samedi. L'armée fait sortir tout le monde et la police arrête un peu plus loin.

L'armée ne voulait pas en arriver aux extrêmes. L'autre tendance de la Junte qui a pris le pouvoir après, contre Papadopoulos, était pour le fascisme policier ouvert: c'est la période la plus dure de la dictature qui va suivre, sans appui de la bourgeoisie grecque, seulement des américains.

Le P.C. participa au mouvement dès jeudi soir. C'est lui qui enferme les étudiants dans l'école. Il cherchait les cocktails molotov pour les vider. Il faisait recouvrir les slogans politiques par des mots d'ordre syndicaux. Le P.C. de l'intérieur a eu la même politique car il comptait sur sa légalisation. Son secrétaire général Dracopoulos déclarait que tout cela, c'étaient des provocateurs.

- La cause marxiste: Le facteur Chypre ?

- Réponse: A l'occasion de la guerre de Chypre, le gouvernement a décrété la mobilisation générale. Cela a été un cuisant échec: les soldats portaient en pantoufles, les officiers étaient absents... L'Etat s'est écroulé. Le corps d'armée du Nord a destitué la Junte pour son incapacité à réaliser la mobilisation générale. Dans cette situation, la bourgeoisie a trouvé ses politiciens. Le chef de la Junte a vite fait serment à Caramanlis.

A ce moment apparaît l'incapacité de la gauche et de l'extrême-gauche à se saisir de la situation. Comme l'extrême-

me-gauche voulait se maintenir dans l'illégalité, la première manifestation qu'elle organisa eut lieu deux mois après la chute de la Junte alors qu'elle aurait pu préparer les choses par une manifestation dès le premier jour. Cette incapacité de se saisir de l'événement en Grèce est aussi liée à la crise européenne de l'extrême-gauche.

- La cause marxiste: Quelle était la position de l'extrême-gauche sur Chypre ?

- Réponse: Une position suiviste par rapport à celle de la gauche, une position faible, académique, sans effet concret.

Aujourd'hui, nous pensons qu'on aurait pu obtenir que ceux qui avaient collaboré avec la Junte soit exclus du gouvernement; mais nous ne sommes pas intervenus au niveau des ouvriers; cela ne se fera qu'un an après, quand le mouvement des usines commençait à avoir des difficultés. Cette extrême gauche était formée, c'était son rôle d'intervenir.

- La cause marxiste: L'extrême-gauche en Grèce vient de quelle histoire ?

- Réponse: Elle a commencé en 1963-64 avec la Chine (il y avait quelques groupes trotskystes peu importants).

La première organisation à apparaître était «Renaissance» (du M.C.I., etc...) sur des positions théoriques identiques à celles du P.C. La différence: sur la transition au socialisme, révolution violente ou passage pacifique, (puis sur la politique internationale au fur et à mesure des divergences Chine/U.R.S.S.).

Dans les années 66/67, des courants politiques apparaissent, contre la tradition. L'avènement de la dictature a fait reculer cette problématique à cause des difficultés d'avoir une politique révolutionnaire sur un mouvement démocratique (contre la dictature, et seulement cela). L'idéologie démocratique, anti-fasciste et anti-impérialiste n'a pas saisi le changement. Il a fallu 7 ans pour, aujourd'hui, se défaire de ce problème.

La chute de la dictature était aussi la fin de la guerre civile. La Grèce est entrée avec 25 ans de retard par rapport aux pays d'Europe occidentale dans la période parlementaire en 1974 avec la chute de la dictature: légalisation du P.C., fin des interdictions professionnelles, fin des lois d'exceptions et des pouvoirs étendus de la police.

Ce passage de la bourgeoisie de la dictature au dispositif parlementaire occidental, dont l'homme a été Caramanlis, n'a pas été saisi par l'extrême-gauche. Par exemple, aux dernières élections, il y a 10 mois, le PCML grec a participé aux élections avec le mot d'ordre: «fin de l'état de droite». Aujourd'hui, il fait son autocritique.

Aussi, l'extrême-gauche n'a pas saisi l'importance du mouvement ouvrier. Elle en est restée à l'ancien schéma des luttes politiques générales et démocratiques et n'est pas passée à celui d'une époque où les luttes sociales allaient prendre le devant de la scène.

- La cause marxiste: Peux-tu expliquer un peu ?

- Réponse: Il y a deux explications. D'abord l'existence des problèmes nationaux en Grèce (Crète, Chypre aujourd'hui). Ensuite, c'est un pays où la classe ouvrière n'est pas homogène et où la bourgeoisie interne n'est pas très développée. Les seuls défenseurs du capitalisme sont les banques. Dans un pays petit-bourgeois, l'accumulation du capital est complexe. En Grèce, il y a 400 000 boutiques pour 10 millions d'habitants. Il y a 130 000 artisans. En Grande-Bretagne, il y a 6 fois plus d'habitants et seulement 60 000 artisans. En Grèce, il y a une grande fluidité, l'ouvrier passait très vite à la boutique ou à l'artisanat.

La guerre a détruit largement la petite-bourgeoisie. Il y a eu 700 000 morts dont 300 000 morts de faim pendant l'hiver 41-42. Dans cette situation le P.C. grec, qui au début de l'occupation avait 2000 membres en a eu 400 000 à la fin; et ceci sans luttes ouvrières, sans structuration politique simplement en héritant des couches détruites par la guerre et qui demandaient du changement, pas au niveau social ou au niveau du système politique, mais de la démocratisation,

que les étrangers partent, etc...

Il n'y avait pas non plus de mouvement paysan. Les paysans participaient à la résistance, mais sans que cela porte de transformation sociale (par exemple réforme agraire...) parce que ce sont des petits propriétaires. Ils demandaient des aides de l'Etat, de la démocratisation...

Tout ceci montre que les traditions en Grèce étaient plutôt de caractère politique général (pas politique bourgeois ou ouvrière, mais de gauche ou de droite).

La paysannerie grecque n'a pas de différenciation très importante. Les exploitations de plus de 50 ha ne couvrent que 10% des terres. La petite propriété agricole est dominante, il y a très peu d'ouvriers agricoles aujourd'hui compte-tenu de la mécanisation.

Dans cette situation, la bourgeoisie a pris le dessus et a su passer à une autre étape, entrer dans l'époque keynésienne. L'augmentation des salaires est plus forte que celle des prix. Il y a des changements au niveau de la vie quotidienne (entre 74 et aujourd'hui le parc automobile a triplé). Le rythme d'expansion était de 7-8% (3% aujourd'hui en raison de la crise). Les années de la dictature sont un peu des raisons d'accumulation où le pourcentage des investissements arrivaient à 30% du Produit National Brut. Les années d'après 74 sont plus celles de la consommation et de l'entrée de la classe ouvrière dans le niveau général de demande de consommation.

- La cause marxiste: Quels furent les événements dans la classe ouvrière après la chute de la dictature ?

- Réponse: Il n'y avait pas de syndicat, sauf quelques petits syndicats patronaux ou du P.C. qui étaient des syndicats professionnels. Après la chute de la dictature, les patrons étaient inexpérimentés et craignaient la nouvelle situation - pendant cette période et 3 à 4 mois durant, il y avait une manifestation chaque jour. Le 17 novembre 1974, pour l'anniversaire de Polytechnique et pour les élections législatives, l'extrême-gauche a fait une manifestation de 40 000 personnes. Ce climat de liberté, de changement, a joué un rôle important pour les ouvriers dans les usines. Les gens étaient prêts à s'organiser.

Nous à cette époque on avait commencé deux mois avant la chute de la dictature à faire un travail dans les usines. Nous étions présents dans quelques usines d'Athènes et c'est à ce travail que nous consacrons nos efforts.

La situation était extraordinaire. Un type dans une usine a dit: il faut s'organiser entre nous. La forme d'organisation qui a été trouvée, c'est le SYNDICAT D'USINE, solution originale qui n'a pas existé ailleurs sauf peut-être au Portugal.

Dans les usines (qui sont en général petites, de 200 à 1000 ouvriers) tous les ouvriers participaient au syndicat. Les syndicats d'usine en formation étaient indépendants des partis. Les premières grèves ont commencé sur les tentatives des patrons de licencier des ouvriers. Les revendications économiques sont apparues ensuite.

1980:
Manifestation
anti-gouvernementale
à Athènes.



J'ai vu personnellement dans une filature de 200 ouvriers une grève de 10 jours pendant laquelle les ouvriers ont chassé le P.C. à coups de pieds.

A Salonique, il y a eu une grève très importante dans une usine de papier (M.E.L.), c'était la première occupation, et la première usine qui a fait un journal (diffusé d'abord à 10 000 puis à 20 000 exemplaires) et ayant un grand retentissement. Les ouvriers ont fait une marche de Salonique à Athènes (soit 400 kms), ils ont occupé la place devant l'Université, puis ils ont occupé Polytechnique et ont participé à la marche commémorative de Polytechnique en 1975. Dans cette usine, il n'y avait aucune organisation. Nos copains du dehors qui coopéraient ont aidé aux journaux.

Cependant dans la plupart des usines, il y a eu le syndicat d'usine. A nos yeux cette forme d'organisation avait deux aspects: - un côté faible en ce qu'elle regroupait tous les ouvriers et les représentants n'étaient pas extérieurs et ne pouvaient constituer une bureaucratie extérieure / - un côté faible: elle ne pouvait coordonner les usines entre elles. Et c'est là que nous avons mené une bataille que nous ne pouvions pas gagner.

A la fin de 1975, les patrons commencent à s'organiser. En 1976, vote d'une loi anti-grève (maintenant abolie) Contre cela il y a eu une manifestation de 70 000 personnes, des barricades, des procès pour «instigation à la rébellion» contre l'extrême-gauche. Ces procès (il y en avait 2 ou 3 par semaine, comme en Allemagne) visaient à criminaliser la politique révolutionnaire. Les procès pouvaient concerner par exemple une seule affiche, pour PITSOS il y a eu 32 procès politiques. Un jour il y a eu 10 inculpés de 4 organisations d'extrême-gauche pour une manifestation (qui d'ailleurs n'avait pas été organisée par elles).

Le P.C. était contre le syndicat d'usine. Il était pour le syndicat par branche. Le PASOK (parti socialiste panhellénique) était pour, on a même travaillé avec lui dans certaines usines alors qu'on s'est affronté avec le P.C.

Le passage de la loi 330 (anti-grève) a marqué le début de l'attaque patronale et gouvernementale contre le mouvement: plus de 10 000 licenciements. Nous avons échoué à constituer l'unité des ouvriers. Pas seulement parce que le P.C. était contre le mouvement mais aussi en raison d'une limite de masse des ouvriers. Le niveau d'organisation ne pouvait dépasser une usine particulière.

Ainsi s'est achevé l'époque sauvage des deux premières années post-dictature. Les mouvements revendicatifs sont alors fait par des employés d'Etat, les employés de banque, d'autres couches que les ouvriers d'usines.

En Grèce, les ouvriers sont surtout des ouvriers des chaînes (dans l'automobile et l'électro-ménager). L'industrie grecque fait seulement le montage. Il y a peu d'ouvriers professionnels sauf dans de petits ateliers (ou dans les chantiers navals où ils n'ont pas été au devant des luttes).

L'électroménager était en pointe dans les luttes. Après les licenciements, l'automobile se développe. La réponse du Capital n'a pas été seulement les licenciements mais aussi un redéploiement économique visant également à ce que les ouvriers quittent Athènes. Les unités sont plus petites.

La grande période du mouvement, c'est 1975-76. Fin 76-loi 330 puis jusqu'à 78, le mouvement dure. Fin 1978, défaite des ouvriers: licenciements, restructuration, recomposition.

Depuis les élections, il y a à nouveau un mouvement de syndicats d'usine (le P.C. n'a pas réussi - sauf dans les très petites usines - ses syndicats professionnels). Le P.C. n'arrive pas à récupérer ces mouvements. Cependant il a une force plus grande aujourd'hui dans les usines tandis que l'extrême-gauche est plus faible.

Le PASOK dirige les syndicats existants. Il s'est donné en 7 ans d'existence une image de radicalisme. Cependant la critique contre lui commence à se développer. Il essaye de regrouper tous les syndicats dans la C.G.T. dont la nouvelle direction est socialiste, c'est la tentative d'un syndicalisme officiel contrôlé et institutionnalisé. Ceci compléterait l'évolution keynésienne pour laquelle une structure syndicale est indispensable. Caramanlis avait essayé de le faire sans

succès face à l'apogée du mouvement.

- La cause marxiste: Quelle est la conjoncture pour l'extrême-gauche aujourd'hui ?

- Réponse: Aujourd'hui, l'organisation des usines est générale, les syndicats nombreux. Le gouvernement a donné quelques augmentations pour les salaires les plus bas et des congés payés. Jusqu'à maintenant il n'y a pas de grands mouvements, cependant il y a eu quelques occupations d'usines menacées de fermeture (dans la conjoncture de crise économique): là les ouvriers ont gagné après deux mois de lutte avec le seul soutien de l'extrême-gauche contre le P.C. et le PASOK.

On essaye de former quelque chose de commun pour l'intervention au niveau ouvrier: une organisation de masse d'initiative s'est constituée après 6 mois de discussion et a joué un rôle dans cette occupation.

Nous pensons que les luttes ouvrières vont se développer maintenant autour des axes suivants:

- l'organisation ou la réorganisation des syndicats (là où ils s'étaient liquidés, ils se reforment).
- la productivité et les salaires (le PASOK a commencé une campagne de productivité).
- les fermetures et la crise.



PAPANDREOU

- La cause marxiste: Quelques mots, pour finir, sur le gouvernement Papandreou et le PASOK ?

- Réponse: Ce nouveau gouvernement n'est pas simplement réformiste social-démocrate. Sa spécificité est la modernisation de la société grecque, thème qui apparaît après la guerre civile comme la grande idée de la gauche. En Grèce, la droite s'est toujours investie dans le commerce, la marine marchande, le tourisme, alors que la gauche réclamait l'industrialisation, le développement du pays. Après la guerre civile, la droite avait soutenu la petite-bourgeoisie pour la récupérer de son alliance avec la gauche pendant la guerre.

Puis quand elle a voulu liquider la petite-bourgeoisie pour des raisons économiques, elle s'est rendu compte qu'elle rognait sa base de masse. Une partie de la petite-bourgeoisie elle-même est dans le PASOK, qui prend le pouvoir pour essayer de liquider l'autre partie. Il y a déjà alliance avec la bourgeoisie industrielle pour cela.

Le PASOK lance la bataille contre la domination de la bourgeoisie parasitaire et commerciale, «pour une Grèce productive et non pas parasitaire». C'est pour cela que contrairement à sa campagne électorale, il a accepté le marché commun, qu'il taxe la petite-bourgeoisie avec des impôts et se retrouve en conflit avec les employés de banques, son ancienne base de masse principale, en les traitant de parasites et de privilégiés. Ses difficultés, c'est qu'il reste en partie lié à cette petite-bourgeoisie ce qui limitera sa marge de manœuvre vis-à-vis de la bourgeoisie industrielle.

LA POLOGNE À L'ÉPREUVE DE LA POLITIQUE

Entretien avec Paul Sandevince



Pologne, Août 1980.

- LA CAUSE MARXISTE: L'engagement qui est le nôtre était marqué, dans le No 1 de «la cause marxiste» par un article qui s'appelait: «Le marxisme-léninisme à l'épreuve de la Pologne». C'était situer l'importance, pour nous, du processus politique polonais. Quelles sont aujourd'hui les références et les orientations de cet engagement ?

- Paul SANDEVINCE: Incontestablement, une nouvelle période s'est ouverte en Pologne, marquée par les grèves du 10 novembre et par la libération de Walesa. L'Eglise polonaise, toujours réaliste, l'avait annoncé depuis plusieurs mois. Il faut réfléchir les caractéristiques de cette nouvelle période, c'est-à-dire ses différences avec la précédente; et il faut repérer ce qui a conduit à cette nouvelle situation.

Ce second article de «la cause marxiste» sur la Pologne pourrait avoir comme titre, traduisant ainsi l'état de notre engagement et de notre analyse: «La Pologne à l'épreuve de la politique». Une séquence est terminée, celle de ce gigantesque mouvement qu'a été Solidarité dans les années 80-82. Dans les termes que nous lui connaissons, la période du mouvement s'achève. La suite implique un bilan, c'est-à-dire un décompte et une pensée. Plus précisément encore, une politique. Voilà pourquoi, portée par le devenir des transformations en Pologne, la façon dont nous réfléchissons et dont nous nous engageons n'est plus tout à fait la même.

- LA CAUSE MARXISTE: Pourrais-tu tenter de spécifier cette différence ?

- Paul SANDEVINCE: Il faut aussi réfléchir les situations en termes de rapports de force. Qui a marqué des points, qui en a perdu ?

Le grand propos de Jaruzelski, depuis l'été 81, était d'empêcher Solidarité de se stabiliser comme mouvement d'opposition. Apparemment, l'appareil d'Etat polonais et sa classe politique ne pouvaient supporter l'existence d'une organisation à la fois indépendante et légale. Jaruzelski va donc à la fois suspendre, délégaliser, et tenter de faire rentrer une partie du mouvement dans le dispositif étatique, au travers de nouveaux syndicats. Car pour lui, seul le pro-étatique peut être légal. Jusqu'à présent, nul ne peut dire

que Jaruzelski ait réussi. Il a cependant marqué plusieurs points.

Ce faisant, Jaruzelski s'inscrit dans une longue tradition polonaise. Déjà en 1956, puis en 1970, Gomulka, puis Gierek, s'étaient servi de la révolte ouvrière pour s'imposer à la direction du parti, et y proposer une politique différente. Il y avait là un effet, interne au parti, de la révolte de masse. Avec Solidarité, le mouvement était d'une telle ampleur et manifestait une telle maîtrise que non seulement le P.O.U.P. n'a pu s'en régénérer, même de la façon la plus factice, mais qu'il a été discrédité et rendu impuissant, en tant qu'organe de pouvoir. C'est ce que manifeste son congrès de Juillet 1981. Outre le P.O.U.P., c'est l'Etat tout entier qui est ébranlé. L'armée, en cela conforme à sa définition léniniste d'être le pilier de l'appareil d'Etat, monte au front, et va tenter avec Solidarité, à propos en particulier du consensus ouvrier dans les usines, ce que dans les situations antérieures le parti avait mené avec les révoltes ouvrières. Le WRON cherche, avec l'appui de l'Eglise, à capter une partie du mouvement social pour mettre à jour et moderniser la base civile de l'appareil d'Etat.

La politique dite «du compromis» menée par Solidarité puis par sa direction clandestine se proposait une transformation de la société, non pas dans la vision institutionnelle et étatique, mais dans une vision indépendante.

- LA CAUSE MARXISTE: Tu dis que, dans la période, s'affrontaient deux visions du compromis, celle de l'Etat et celle de Jaruzelski. La situation actuelle te paraît-elle scander cet affrontement, et dans quel sens ?

- Paul SANDEVINCE: Il est à mon sens très important de se poser d'abord la question suivante: pourquoi ces deux conceptions du compromis étaient-elles irréductibles ? Je voudrais là-dessus indiquer quelques points, qui sont des repères pour une analyse.

Le premier porte sur la catégorie de mouvement d'opposition dans un régime relevant du capitalisme bureaucratique d'Etat, et ayant les caractéristiques d'un Etat national, et non pas d'une néo-colonie ou d'un Etat fantôme. Solidarité, jusqu'au coup d'Etat, était un mouvement indé-

pendant et légal, et sa légalisation lui était essentielle. Elle proposait le compromis suivant à l'appareil d'Etat: nous nous occupons de la société, vous vous occupez des relations internationales, c'est-à-dire de la question russe. Le mouvement proposait de s'occuper du social, et de laisser au parti et à l'Etat la question nationale.

L'expérience a montré que ce compromis était impraticable, et, plus, qu'après le coup d'Etat du 13 décembre, le pouvoir d'Etat - au moins l'armée - pouvait y trouver un compte relatif, et pensait pouvoir y mettre fin à son profit.

Remarquons d'abord que le congrès de Solidarité de septembre et octobre 81 montre que des fractions du mouvement tentent de prendre position sur la géopolitique et la question soviétique. L'appel au travailleurs des pays de l'Est a bien évidemment ce statut, ainsi que la théorie de la république autogérée. Or il faut dire que là-dessus, à la différence de ce qui se passe dans les usines et les quartiers, Solidarité est inégalement armée ou au clair sur l'ensemble du champ politico-étatique. Solidarité est prise dans l'enthousiasme des grands mouvements, y compris les grands mouvements de classe, qui pensent, au nom de leur masse, être en mesure de penser n'importe quel aspect de la situation, si la nécessité s'en fait sentir. L'idéologie des mouvements est toujours de ce type. Dans la joie et la force de se penser comme ouvrier ou peuple en révolte, on croit penser par là le tout de la politique et de l'Etat.

L'expérience a montré que ceux qui avaient une politique sur la question soviétique, à savoir l'armée, faisaient l'hypothèse qu'ils pouvaient, à partir de cela, être en mesure d'imposer une restructuration du social. Et ils l'ont emporté dans la dernière période. Il faut dire que sur la question soviétique, tels sont les faits, Solidarité n'avait pas de politique. La seule forme existante était de ne pas apprécier la politique de Jaruzelski. Sur ce point, Solidarité était au sens strict une opposition, elle n'était pas indépendante, comme elle l'était dans le social.

La situation géographique de la Pologne et la menace soviétique sont une donnée essentielle de la conscience polonaise. Tout le monde le sait, y compris l'armée, qui ne propose là-dessus que le statu-quo, et qui affirme que Solidarité, volontairement ou non, allait remettre en cause ce statu-quo. Le coup d'Etat militaire faisait le pari qu'au nom de ce que l'armée se portait garante du statu-quo avec les russes, elle était en mesure de réduire le mouvement, fût-ce par l'emprisonnement et la terreur, et en même temps d'en capter, au profit d'une régénérescence de l'Etat, une partie de l'impulsion.

Il est difficile de dire aujourd'hui quelle va être l'issue de cette confrontation. Il faut laisser aux polonais le soin et le temps de répondre. Cependant, pour nous, U.C.F., un point peut déjà être réfléchi, qui se dit ainsi: quelles limites révèle, quant à Solidarité, l'hypothèse politique des militaires du coup d'Etat? On pourrait la formuler ainsi: si Yalta (1945) est l'origine du statu-quo actuel (Cf l'interview de Blumsztajn dans «Le Perroquet» No 16, où il se réfère expressément à Yalta), il faut réfléchir à ce qui est la pièce centrale du dispositif de Yalta en Europe. Le 1er septembre 1939, les armées nazies envahissent la Pologne occidentale, et le 17 du même mois, l'U.R.S.S. envahit la partie orientale. La géographie politique de la Pologne s'est toujours décidée entre la Russie et l'Allemagne. Il ne peut y avoir de prise de position sur l'une sans clarification de ses rapports à l'autre. Les soviétiques ont de tout temps été extrêmement vigilants sur ce point, n'acceptant par exemple Gomulka qu'après que celui-ci stigmatisait les «revanchards allemands». Or, dans le dispositif de Yalta, auquel il faut mettre fin, ce n'est pas l'Union Soviétique dans ses frontières et son unité nationale qui peut être remise en cause, mais bien l'autre terme, à savoir la division de l'Allemagne et la nécessité qu'il y a à la reconnaître comme la pièce essentielle des clauses de Yalta. Parce que c'est là-dessus que repose tout le dispositif de l'Europe de l'Est et la stratégie européenne de l'Union Soviétique.

La limite de Solidarité a donc été de déléguer la question nationale, de fait, à Jaruzelski, et ce parcequ'elle

n'a pas formulé que le mouvement polonais ne pouvait avoir là-dessus une autonomie qu'à condition de prendre position non seulement sur les soviétiques, mais aussi sur la question de l'Allemagne, dont la réunification démocratique est à nos yeux une exigence des temps qui viennent.

- LA CAUSE MARXISTE: La maîtrise d'une question de cette nature suppose un niveau de conscience politique extrêmement élevé. Il s'agit là d'une stratégie politique dont on peut se demander si elle est formulable, directement, soit par un mouvement, soit même par une organisation issue de la réalité sociale des usines, comme est Solidarité. Ne peut-on prévoir de nouveaux processus organisationnels? Déjà l'Eglise lance plus ou moins l'idée d'un parti démocrate chrétien.

- Paul SANDEVINCE: C'est une question très importante. Il faut l'envisager dans son ensemble.

Premièrement, au niveau de l'appareil d'Etat, voire de l'Eglise, des discussions ont lieu semble-t-il sur l'hypothèse d'un parti chrétien de masse. Parti légal et institutionnel.

Au niveau de Solidarité, il est certain que de nouvelles tendances organisationnelles apparaîtront, liées très précisément au bilan, et peut-être à la nécessité d'avoir une vision sur l'ensemble des questions posées dans le champ politique, ce qui est l'exigence d'une politique de type parti.



Pologne, Août 1982.

- LA CAUSE MARXISTE: L'analyse de la situation en montre la nouveauté d'étape et la complexité politique. Mais quel est alors notre principe d'engagement ici?

- Paul SANDEVINCE: Il faut continuer à connaître et à faire connaître ce qui s'est passé dans les usines de Pologne depuis 1980, et le débat ouvrier qu'il y a eu. C'est un formidable exemple de l'existence des points-de-vue de classe ouvrier et du débat ouvrier.

La Pologne est, à échelle mondiale, la plus formidable mobilisation ouvrière depuis celle des usines de Shanghai et de Pékin en 1966-67, dans la première phase de la Révolution Culturelle.

Des exemples de capacité ouvrière, en voulons-nous aujourd'hui, alors parlons de la Pologne et continuons d'en parler.

Sur cette question essentielle de la politique révolutionnaire aujourd'hui, que sont les rapports entre mouvement, organisation et capacité politique d'ensemble, nous allons suivre passionnément l'actualité polonaise et la faire connaître. Pour aussi y trouver appui et exemple quant à ce qu'est aujourd'hui la capacité politique révolutionnaire, ce que nous appelons la politique marxiste. Nous n'avons pas été compagnons de la Pologne pour ne retenir que sa phase glorieuse et apparemment transparente. Nous cherchons à savoir ce qu'il en est, dans sa phase de bilan et de formulation, des nouvelles figures de la capacité politique ouvrière.